

Document

Articles de presse d'avril 2012

Table des matières

France

Politique

- Parisot fustige Mélenchon, "héritier d'une forme de Terreur" (02.04)
- Parisot salue la conception du dialogue social de Hollande (06.04)
- Mise à feu de l'arsenal antiterroriste de Sarkozy. (12.04)
- Le "Financial Times" vole au secours de François Hollande. (13.04)
- Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat. (19.04)
- Des grands patrons publient leur «manifeste» libéral. (21.04)
- Karachi: Balladur et Bazire mis en cause par l'ex-trésorier de campagne. (29.04)

Social

- Pouvoir d'achat: 86% des Français se disent préoccupés. (03.04)
- Huit Français sur dix se disent "attachés" à leur modèle social. (03.04)
- Education: les actions se multiplient contre les suppressions de postes. (06.04)
- 40% des entreprises affectées par des problèmes de logement des salariés. (13.04)
- Les plans sociaux : l'épée de Damoclès du futur Président. (13.04)
- Chômage partiel dans plusieurs usines automobiles. (17.04)
- 1er mai: les syndicats dénoncent une "provocation" de Sarkozy et appellent à la mobilisation. (25.04)
- Coût du travail: les chiffres qui relancent le débat en France. (26.04)
- Un jeune sur deux au chômage lors des trois premières années de vie active. (27.04)

International

Politique

- La « malédiction syrienne » hante l'Europe. (06.04)
- Tunis: répression brutale d'une manifestation. (10.04)
- Espagne: le gouvernement veut redéfinir les dépenses des régions. (10.04)
- Grèce: élections anticipées le 6 mai dans un pays plus divisé que jamais. (12.04)
- La police de Catalogne appelle à la délation, la secrétaire locale de la CGT emprisonnée. (26.04)
- Du 6 février 1934 au 25 avril 2012. (26.04)

Social

- Hausse des droits de scolarité: toutes générations confondues dans les rues de Montréal. (16.04)
- Les propositions controversées de Bruxelles sur l'emploi. (17.04)
- L'Espagne va couper dans la santé et l'éducation. (21.04)
- Le coût du travail augmente moins en Allemagne qu'ailleurs en UE. (25.04)
- L'industrie allemande en grève pour réclamer une hausse des salaires. (28.04)

Economie

- Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)
- Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)
- En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

Un article de l'AFP du 1er avril

Parisot fustige Mélenchon, "héritier d'une forme de Terreur" (02.04)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a fustigé le programme économique de Jean-Luc Mélenchon, estimant que le candidat du Front de gauche était plus "l'héritier d'une forme de Terreur" que celui "des plus belles valeurs de la Révolution".

"Le programme de Jean-Luc Mélenchon installerait une modalité de contrôle de l'économie comme on n'en a jamais vue", s'est inquiétée Mme Parisot au Grand-Rendez-vous Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

"Jean-Luc Mélenchon aime laisser entendre qu'il est un vrai révolutionnaire. On aime bien la révolution, il y a des choses sympathiques dans celles de mai 1968 ou de 1789, mais il y a aussi des phases qui sont terribles et je trouve que Mélenchon est beaucoup plus l'héritier d'une forme de Terreur que l'héritier des plus belles valeurs de la Révolution", s'est-elle exclamé.

Mme Parisot a stigmatisé les "ressorts" utilisés selon elle par le candidat: "à longueur de discours, M. Mélenchon adore opposer les uns aux autres", lui a-t-elle reproché. "La démagogie flatte des choses détestables et les choses deviennent ensuite non contrôlables", a-t-elle mis en garde.

"Au rassemblement qu'il a organisé à la Bastille, il y avait des gens qui avaient des piques et des visages dessus", a poursuivi la patronne du Medef, évoquant le récent meeting du candidat du Front de gauche à la Bastille. "Est ce que ça veut dire qu'on aura des ministres communistes si François Hollande était élu ?", s'est interrogée la patronne du Medef, estimant que ce serait "incroyablement ringard" de retomber dans la "nostalgie du début des années 80".

"La crise nous a montré qu'il fallait faire évoluer le capitalisme. Avec le Medef, on s'investit à l'échelle internationale pour qu'il y ait une vraie régulation, qui n'existe pas aujourd'hui, ça c'est une approche moderne", a défendu Mme Parisot.

Commentaire.

Tremble, après plus de deux siècles de "terreur", l'heure approche où le peuple opprimé va se soulever et liquider ses bourreaux, madame Parisot a raison d'en trembler d'effroi.

La peur va changer de camp. Nous vengerons tous les travailleurs et leurs familles que le capitalisme a sacrifié sur l'autel du profit, le prolétariat que vous laissez tant va régler ses comptes à sa manière à la hauteur des mille souffrances que vous lui avez fait subir, vous avez raison de ne pas en douter.

Effectivement, lors d'une révolution, lorsque le peuple révolutionnaire se lance à l'assaut du pouvoir il devient "incontrôlable", il laisse libre court à son instinct qui le pousse à employer une forme de barbarie, salutaire, pour conquérir sa liberté et terrasser ses maîtres qui l'avaient en esclavage.

Pour en finir avec le joug de l'exploitation et de l'oppression, nous devons réduire à néant la capacité de nuisance des capitalistes les plus puissants et leurs représentants, par tous les moyens à notre disposition, y compris en les réprimant, féroce s'ils résistent. Nous n'aurons pas plus de pitié envers un patron qu'il en a quand il jette à la rue un ouvrier.

La seule façon de sauver leur peau serait de céder la place au socialisme, sans résister, mais comme les capitalistes s'y refuseront, ils auront finalement le sort qu'ils méritent.

Vous savez madame Parisot, quand l'ouvrier que vous avez conduit au bord du désespoir va se déchaîner, ce sera littéralement comme une bête féroce enragée, assoiffée de vengeance, que rien ne pourra contenir ou arrêter, pas même la crainte de mourir, car à ce stade il préférera encore mourir que de revenir à l'état de chose antérieur, il n'agira pas aveuglément pour autant, instinctivement il saura reconnaître son ennemi de toujours et le jugera pour tous ses crimes qu'il a commis et qui sont restés impunis, son verdict sera juste et

légitime parce qu'il incarnera le combat que mène tous les peuples pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Vous ne voulez pas déposer les armes, soit, elles se retourneront contre vous, voilà tout, ce sera un juste retour des choses.

Un article du figaron.fr du 2 avril

Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)

Les prix immobiliers s'envolent dans certains pays en raison de politiques monétaires trop accommodantes.

À Berlin, les prix immobiliers ont augmenté de près de 10 % en un an. À Toronto, où il se construit deux fois plus de gratte-ciel qu'à New York, les prix sont en hausse de 30 % depuis 2006. En Australie, ils ont augmenté de 15,5 % depuis 2007. Malgré la crise - ou à cause d'elle! - les bulles immobilières resurgissent.

Au Canada, les autorités s'en inquiètent. Les prix nationaux seraient surévalués de 75 % par rapport aux loyers. En Australie, la bulle reste alimentée par l'immigration et la hausse des prix des matières premières, mais personne ne s'en soucie. *«Cela fait pourtant penser à l'Espagne des années 2006-2007!»* remarque l'économiste Patrick Artus.

En Europe, où les dernières bulles n'ont pas fini d'éclater en Espagne, en Irlande, ou au Royaume-Uni, c'est le cas allemand qui intrigue le plus. En un an, les prix de l'immobilier ont grimpé de plus de 5 % outre-Rhin. Dans le centre de Munich ou d'Hambourg, les prix s'envolent, alimentés par des acheteurs étrangers.

Le phénomène est si nouveau, en Allemagne, qu'il mobilise l'attention des médias. Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, s'en est ému dans une note officielle. Il tire argument de la hausse des prix immobiliers allemands pour demander à la Banque centrale européenne (BCE) de replier ses mesures d'assouplissement monétaire, qui ont abouti à injecter quelque 1000 milliards d'euros de liquidités dans le circuit du crédit depuis le mois de décembre.

Le bulle allemande a beau être modeste, comparée au reste du monde, le président de la «Buba» n'a pas tardé à trouver le coupable: cet argent frais injecté par milliards par les banques centrales depuis le début de la crise, en sus des taux d'intérêt maintenus à des taux historiquement bas, entre 0,25 % et 1 % de part et d'autre de l'Atlantique.

La politique monétaire de la Fed, la Banque centrale américaine - sur laquelle se calque la Banque centrale du Canada - et la thérapie de choc de la BCE écrasent les taux d'intérêt à court et long terme, notamment les rendements des obligations d'État à 10 ans, à partir desquels sont calculés les taux d'emprunt immobiliers des ménages qui s'endettent à taux fixe.

Les banques centrales doublement responsables

Profitant de l'aubaine, les ménages des pays les moins touchés par la crise financière de 2010 - Allemagne, Pays-Bas - s'endettent, parfois jusqu'à l'excès, comme au Canada, et font grimper les prix. Les spéculateurs, comme toujours, se joignent à la partie, moins à Berlin qu'à Vancouver, où les prix au mètre carré, comparés aux revenus disponibles, sont les plus élevés du monde anglo-saxon.

Les banques centrales sont doublement responsables. Non seulement elles baissent les taux, mais, en imprimant des billets, elles alimentent les craintes d'inflation et l'appétit pour les valeurs sûres, dont la pierre fait partie.

En Europe, la crise de la dette a propulsé l'immobilier au sommet des valeurs refuge, notamment en Allemagne. Alors qu'ils privilégiaient les dettes d'État italiennes ou espagnoles jusqu'en 2010, les investisseurs institutionnels allemands placent désormais leurs excédents d'épargne dans l'immobilier commercial. Les ménages qui ont de l'épargne à placer font le même raisonnement.

Un article de l'AFP du 2 avril

Pouvoir d'achat: 86% des Français se disent préoccupés. (03.04)

Près de neuf Français sur dix (86%) sont préoccupés par le pouvoir d'achat dans les prochains mois, ce qui devrait inciter plus de la moitié d'entre eux à restreindre certaines dépenses (loisirs, habillement, produits culturels) pour l'année à venir.

Ils sont même 37% à se dire "*très préoccupés*", selon un sondage Harris Interactive pour Panorabanques publié lundi et réalisé auprès de 1.866 personnes interrogées du 16 au 19 mars par internet.

68% des Français s'attendent à une dégradation de leur pouvoir d'achat, se montrant plus optimiste pour eux-mêmes que pour l'ensemble de la population: 75% anticipent une dégradation du pouvoir d'achat des foyers dans les douze mois. Seuls 12% ont indiqué ne pas être préoccupés par ce sujet.

L'inquiétude est particulièrement marquée dans les foyers aux revenus nets mensuels inférieurs à 1.200 euros et pour ceux compris entre 1.200 et 2.300 euros, où 90% des personnes concernées sont préoccupées dans ces deux segments. Les foyers ayant des revenus mensuels supérieurs à 5.000 euros sont 64% à être préoccupés.

"Dans ce contexte, plus de la moitié des Français envisagent de restreindre leurs dépenses en matière de loisirs, d'équipement de la maison, de produits culturels ou encore d'habillement, mais ils ne semblent pas avoir l'intention de renoncer à leurs petits plaisirs alimentaires", a relevé Harris Interactive.

En ce qui concerne le transport et l'énergie, 42% des personnes interrogées ont l'intention de réduire leurs dépenses, tandis que respectivement 47% et 48% ont déclaré ne pas avoir l'intention de le faire.

Et ils sont majoritaires à compter maintenir leur budget de communication (58%), d'alimentation (63%) et de santé (73%).

"Les Français semblent attachés à leurs petits plaisirs alimentaires que peuvent constituer le café, le chocolat, l'épicerie fine ou encore le vin: 43% des personnes interrogées indiquent qu'elles ne voudraient pas s'en passer, même si elles devaient réduire leur budget", a noté l'institut de sondage.

Pour faire des économies, les Français disposent d'une "*marge de manoeuvre limitée*" et une majorité affirme déjà effectuer "*bon nombre d'efforts dans leur comportement d'achat et dans leur consommation d'électricité et d'eau*".

Près de neuf Français sur dix (88%) estiment que la crise économique devrait être l'occasion de changer de mode de vie et de consommation, mais seul un sur trois est prêt à redémarrer de zéro, selon le baromètre 2012 de la consommation responsable du cabinet conseil Ethicity.

La volonté de changement reste modérée pour plus de la moitié des Français (57%) qui ne souhaitent pas changer les fondements du système de la société actuelle mais juste en revoir certains aspects. Pour 33% la crise a toutefois montré que ce système n'est plus viable et qu'il faudrait repartir de zéro. Seuls 8% pensent qu'il faut préserver nos modes de vie actuels.

"Les gens prennent conscience qu'il faut se serrer la ceinture, mais il y a quand même une volonté de vivre mieux", a expliqué à l'AFP le directeur associé d'Ethicity, Gilles Degroote. Cette volonté se traduit par des gestes quotidiens, selon les chiffres, pour gaspiller moins et consommer de manière plus responsable.

Un article de l'AFP du 2 avril

Huit Français sur dix se disent "*attachés*" à leur modèle social. (03.04)

Plus de huit Français sur dix (82%) sont "*attachés au modèle social français*" et 90% voient comme une "*chance de disposer d'une protection sociale plus forte que dans les autres pays*", selon un sondage Harris Interactive pour Liaisons sociales Magazine publié lundi.

Pour 86% des personnes interrogées, ce modèle est une "*composante importante de l'identité nationale*".

Invités à classer selon leur importance les éléments constitutifs du modèle social français, les personnes interrogées citent en premier l'assurance maladie (96%), le Smic (92%), le code du travail (91%) et l'assurance chômage (90%).

Viennent ensuite le système de retraite par répartition (89%), les allocations familiales (83%), les services publics (82%), les minima sociaux (74%). Les 35 heures arrivent en fin de classement (52%).

Près d'un quart (22%) des Français considèrent que "*la protection sociale offre trop de garanties*", 25% jugeant que celles-ci ne sont pas assez importantes.

Une forte majorité des personnes interrogées (72%) estime qu'en contrepartie du versement des indemnités chômage, il faut augmenter le "*contrôle pour vérifier que la personne recherche activement un emploi*".

Par ailleurs, ce modèle social est considéré comme un "*frein à la compétitivité économique de la France*" par 35% des personnes interrogées.

Parmi les candidats à la présidentielle, François Hollande fait figure de "*meilleur garant du modèle social français*" (28%), devant Nicolas Sarkozy (24%) et Jean-Luc Mélenchon (14%).

Ce sondage a été réalisé en ligne du 13 au 16 mars 2012.

Un article de l'AFP du 5 avril

Education: les actions se multiplient contre les suppressions de postes. (06.04)

Ecoles occupées, lycées bloqués, grèves: les actions locales se multiplient en Ile-de-France et les enseignants de l'académie de Créteil devaient manifester jeudi devant le rectorat contre des suppressions de postes qui, selon eux, touchent surtout les plus défavorisés.

Les syndicats FSU, Fnec-FP-FO, SE-Unsa, SUD Education, Sgen-CFDT appellent à un rassemblement à 15H00, après s'être opposés unanimement le 26 mars aux réductions d'effectifs.

Enseignants, conseillers principaux d'éducation, conseillers d'orientation psychologues, administratifs, infirmiers, assistants sociaux: ce sont 460 postes qui doivent être coupés sur l'académie, qui regroupe la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, malgré un nombre d'élèves stable.

"On ne peut pas assurer la rentrée. C'est une catastrophe, on va avoir des classes très chargées", tempête Martine Damien, secrétaire académique de FO à Créteil.

Plusieurs milliers d'enseignants avaient défilé le 31 janvier à Paris contre les 14.000 suppressions de postes prévues en France à la rentrée 2012 (6.550 dans le secondaire et 5.700 dans le primaire).

Entre 2007 et 2012, quelque 80.000 postes auront disparu en France.

Depuis, les actions se multiplient localement, menées par les professeurs, les parents, souvent avec les élus locaux. Samedi dernier, ils étaient une centaine de personnes dans les rues de Sevran, environ 150 devant la mairie de Colombes (Hauts-de-Seine), 400 à Massy (Essonne).

Jeudi, les parents de Sevran (Seine-Saint-Denis) n'ont pas envoyé leurs enfants au collège, comme l'avaient fait ceux de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) le 3 avril.

Le maire de Sevran, des professeurs et des parents ont écrit une lettre ouverte aux candidats à la présidentielle *"pour demander à chacun de prendre position sur le sort des collèges"* de la commune.

Dans le secondaire, le mouvement touche surtout les lycées professionnels, où la réforme du bac se traduit par un raccourcissement du cursus de quatre à trois ans, mais aussi des suppressions ou regroupements de filières, dénoncent les syndicats.

A Evry, les lycées professionnels Baudelaire et Perret sont occupés en alternance tous les soirs jusqu'à 23H00 depuis plus d'un mois par une trentaine d'enseignants et parents, selon Frédéric Moreau, de la CGT Educ'action. Dans ces établissements en zones sensibles, une quinzaine de postes vont disparaître.

Toujours dans l'Essonne, à Massy, les enseignants du lycée professionnel Eiffel sont en grève reconductible depuis le retour des vacances d'hiver.

"On prend là où on avait mis plus de moyens. Ce sont les zones défavorisées qui sont les plus touchées, parce qu'on avait déjà coupé ailleurs", estime Frédéric Moreau.

"On a des classes à 34, les collègues sont sur les rotules", ajoute-t-il.

Du côté des écoles primaires, on s'inquiète des disparitions de postes spécialisés dans l'encadrement et le soutien des élèves en difficulté, notamment les Rased.

Enseignants et parents ont organisé une *"soirée des écoles à Paris"* vendredi dernier, après une *"nuit des écoles"* la semaine précédente dans trois établissements de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Pour autant, un syndicaliste a fait part de la "*difficulté à mobiliser*", avant le week-end de Pâques et surtout à l'approche de l'élection présidentielle: "*tout le monde sait que le gouvernement va changer dans quelques semaines, donc c'est une période difficile pour nous*", a-t-il dit à l'AFP, sous couvert d'anonymat.

La fédération de parents d'élèves FCPE a appelé à une nouvelle manifestation le 11 avril devant le rectorat de l'académie de Versailles (Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise). Un rassemblement d'enseignants et parents est prévu le même jour à Melun.

Un article du Réseau Voltaire du 2 avril

La « *malédiction syrienne* » hante l'Europe. (06.04)

Extrait. L'interdiction de l'entrée sur le territoire français, par Nicolas Sarkozy, du prédicateur extrémiste égypto-qatari Youssef Qardaoui, et la poursuite des efforts pour le démantèlement des cellules terroristes takfiristes sur le sol français, sont un signe que la France est frappée par ce qui est appelée « *la malédiction syrienne* », surtout que Paris était le fer de lance de l'agression contre la Syrie, menée par les Frères musulmans et consorts.

Depuis le début du printemps arabe, les pays occidentaux se vantent d'héberger les mouvements terroristes qu'ils avaient déjà instrumentalisés pour mobiliser les jeunes arabes dans la guerre afghane contre l'Union soviétique.

La réutilisation de ces mouvements a provoqué un climat politique et médiatique plein de tensions et d'appels à l'extrémisme et au meurtre, et a créé un cycle infernal qu'il est difficile de briser sans procéder à une révision totale de la position vis-à-vis de la Syrie et de la grille de lecture pour l'ajuster afin qu'elle serve les intérêts de la stabilité en Europe.

Un an est passé et les différents pays occidentaux rivalisent pour réserver le meilleur accueil aux Frères musulmans, sur les flancs duquel poussent des groupes plus extrémistes les uns que les autres, qui ont provoqué des bains de sang et attiré comme un aimant Al-Qaïda et consorts.

Une fois de plus, l'Occident paye de sa propre sécurité le prix de ce partenariat, de cette malédiction. L'Arabie saoudite et le Qatar, les deux « *alliés intimes* » de Nicolas Sarkozy, accordent abri et soutien au commandement des Frères musulmans, qui jouissent de l'appui de l'institution religieuse.

Il y a 20 ans, des voix sages sont apparues en Europe, appelant à faire la distinction entre les mouvements islamistes nationaux qui résistent à Israël et les groupes terroristes et takfiristes, basés sur le principe de l'élimination de l'autre en l'assassinant. Toutefois, les élites dirigeantes européennes, soumises à l'hégémonie américaine, ont fait taire ces voix et leur ont tourné le dos sous la pression des lobbys sionistes. Ces mouvements de résistance anti-israéliens ont été encerclés, traqués, interdits en Europe, leurs associations dissoutes, leurs sympathisants harcelés.

En contrepartie, le commandement des Frères musulmans et d'autres groupes extrémistes ont trouvé les portes des capitales européennes grandes ouvertes et ont pu endoctriner et recruter dans les rangs des communautés musulmanes du Vieux continent.

L'année dernière, les gouvernements européens ont considérablement augmenté les facilités accordées à ces mouvements sous couvert dudit printemps arabe, et grâce aux « *services* » offerts par ces mouvements pour l'occupation et le pillage de la Libye, pour protéger Camp David et pour normaliser les relations entre la Tunisie et l'État hébreu. Le soutien européen en général, franco-britannique en particulier, s'est concentré à tous ces groupes extrémistes et sanglants qui ont mis la Syrie à feu et à sang pour tenter de démanteler l'État national laïque syrien.

Les Européens autorisent la diffusion dans leurs pays de chaînes satellitaires prônant la haine, le racisme, l'exclusion religieuse, les appels au meurtre et les incitation aux massacres à caractère sectaire, comme la chaîne Al-Wissal, qui héberge le cheikh extrémiste Adnane Arour, qui a appelé au meurtre du tiers des Syriens. En revanche, les chaînes Al-Manar du Hezbollah, Al-Aqsa du Hamas et d'autres télévisions appartenant à des mouvements anti-israéliens, sont interdites, car elles prônent la résistance, comme le faisait Charles de Gaulle via Radio Londres, en 1942.

La « *malédiction syrienne* » va hanter tous les gouvernements européens qui ont choisi de se compromettre avec les extrémistes au prix de torrents de sang versé en Syrie.

● [L'article complet + revue de presse , 16 pages.](#)

Un article de l'AFP du 5 avril

Parisot salue la conception du dialogue social de Hollande (06.04)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a salué jeudi l'importance donnée par François Hollande au dialogue social et jugé "étrange" la menace de Nicolas Sarkozy de passer en force.

Le candidat socialiste, favori des sondages en vue de la présidentielle, prévoit une grande négociation sociale s'il est élu le 6 mai, alors que Nicolas Sarkozy menace les partenaires sociaux de légiférer d'autorité sur les questions sociales.

"L'approche de François Hollande sur le paritarisme, sur la place et l'autonomie du dialogue social est une approche que nous trouvons tout à fait intéressante", a dit la présidente de l'organisation patronale sur France 2.

"Ce regard, cette capacité à considérer qu'il peut y avoir une autonomie, une responsabilisation accrue du dialogue social, ça me semble être tout à fait sain", a-t-elle ajouté.

Au journaliste qui l'interrogeait sur les attaques de Nicolas Sarkozy contre les corps intermédiaires, elle a répondu: *"C'est assez étrange parce que finalement il y a des succès issus de ce travail entre syndicats et patronat qui ont été ratifiés, approuvés et même encouragés par le gouvernement."*

François Hollande a récemment critiqué Laurence Parisot, qui avait jugé "extraordinaire" le bilan de Nicolas Sarkozy, déplorant que la présidente du Medef ait "choisi son camp".

"C'est le camp, comme souvent, comme toujours d'ailleurs, de la conservation des privilèges, des avantages pour les plus fortunés", a-t-il dit.

Des analystes interrogés par Reuters estiment que le divorce avec les syndicats affiché par Nicolas Sarkozy est conjoncturel et qu'il serait contraint de renouer le dialogue s'il était réélu.

Commentaire.

Madame Parisot est rassurée, elle sait que Hollande a "choisi son camp", précisons, naturel et qu'il n'en changera pas. Parisot comme Chirac votera Hollande, parce qu'ils savent qu'il aura besoin ou qu'il est préférable qu'il obtienne le soutien des dirigeants syndicaux pour mener à bien sa politique favorable au capital.

Avec ou sans leur soutien, quelle est la différence ? Uniquement une question de rythme ou de délai pour mettre en oeuvre leur politique, car au bout du compte ils parviennent toujours à leurs fins. C'est cette distinction qui fournit le prétexte aux différents partis ouvriers pour soutenir le ou les appareils syndicaux dont ils sont les plus proches...

Un article de l'AFP du 9 avril

Tunis: répression brutale d'une manifestation. (10.04)

La commémoration de la "*journee des martyrs*" en Tunisie a dégénéré lundi avec la répression brutale d'une manifestation interdite, "une violence inacceptable" selon le président tunisien Moncef Marzouki qui a toutefois renvoyé dos à dos policiers et manifestants.

Les incidents entre policiers chassant sous une pluie de lacrymogènes des manifestants qui voulaient défiler sur la symbolique avenue Bourguiba, interdite aux rassemblements, ont duré plusieurs heures. Ils ont fait au moins 15 blessés côté manifestants, selon des sources hospitalières, et 8 dans les rangs des policiers, selon le ministère de l'Intérieur.

Dans la soirée, le président Marzouki dénoncé "*un degré de violence inacceptable*", déplorant "*le bras de fer inacceptable entre l'Etat qui a interdit les manifestations sur l'avenue Bourguiba et ceux qui délibérément enfreignent cette interdiction*".

Quelques heures auparavant, des Tunisiens incrédules avaient contemplé des scènes inédites depuis plusieurs mois dans la capitale: fumée de lacrymogènes, charges à moto ou en camion de policiers casqués et armés de matraques, manifestants interpellés brutalement, voire frappés.

Tout a commencé vers 10H00 sur l'emblématique avenue Bourguiba, interdite depuis le 28 mars aux rassemblements sur décision du ministère de l'Intérieur.

Répondant aux appels lancés sur les réseaux sociaux, des centaines de personnes, hommes, femmes, vieux et jeunes, se sont rassemblées pour commémorer "*la journée des martyrs*", en souvenir de la répression sanglante par les troupes françaises d'une manifestation à Tunis le 9 avril 1938, et réclamer la réouverture de l'avenue.

Dans une ambiance tendue, les manifestants, enroulés dans des drapeaux tunisiens et criant: "*ni peur, ni terreur, l'avenue appartient au peuple*", ont remonté l'avenue au pas de course.

"*C'est nous qui avons libéré la Tunisie, ils n'ont pas le droit d'interdire des marches pacifiques*", a déclaré à l'AFP Mohsen Ben Henda, un septuagénaire, avant que ne commencent les tirs nourris de lacrymogènes.

"*Dégage! Dégage!*"

Les gens se sont enfuis dans les rues avoisinantes ou se sont réfugiés dans les cafés de l'avenue, mais des groupes se sont rapidement reconstitués, notamment sur l'avenue Mohamed V, perpendiculaire à l'avenue Bourguiba.

Les gens criaient: "Dégage! Dégage!", reprenant le slogan de la révolution qui a renversé l'an dernier le président Zine El Abidine Ben Ali.

"*C'est affreux ce qui se passe aujourd'hui*", disait, au bord des larmes, une avocate, Yamina. "*Nous sommes pacifiques, et ils nous interdisent l'avenue Bourguiba alors qu'ils l'ont livrée aux salafistes*", criait-elle.

L'avenue est interdite aux rassemblements depuis des incidents lors d'une manifestation d'islamistes qui s'en étaient pris à des artistes.

Samedi déjà, une manifestation de diplômés chômeurs qui tentaient d'accéder à l'avenue avait été violemment dispersée.

"*Je suis consterné. Les gens que la révolution a amenés au pouvoir sont aujourd'hui ceux qui nous empêchent de manifester*", a déclaré à l'AFP l'ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme Mokhtar Trifi.

"*C'est une journée vraiment triste*", a-t-il ajouté.

"*Regardez, c'est ça la Tunisie de la liberté, la Tunisie d'Ennahda*", le parti islamiste au pouvoir depuis les élections d'octobre dernier, lâchait un autre manifestant.

Deux journalistes, la correspondante de l'hebdomadaire français Le Point et la rédactrice en chef du site tunisien Kapitalis, ont été molestées par des policiers.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouche, en tirant des gaz lacrymogènes, les forces de l'ordre "*voulaient éviter de pires affrontements*". Les manifestants ont jeté des projectiles et une bouteille incendiaire a détruit un car de police, a-t-il souligné.

Lors d'une cérémonie tenue hors du centre dans une atmosphère de kermesse, le leader d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a appelé les Tunisiens à "*donner sa chance*" au gouvernement. Il n'a pas fait la moindre allusion aux incidents.

Le parti de gauche Ettakatol, allié aux islamistes, a de son côté demandé l'ouverture d'une enquête et "*exigé l'identification des civils douteux qui ont participé à la répression des manifestants*".

Plusieurs personnalités ont mis en cause des "milices" d'Ennahda, ce qu'a démenti le parti islamiste.

Un article de l'AFP du 9 avril

Espagne: le gouvernement veut redéfinir les dépenses des régions. (10.04)

Le gouvernement espagnol, qui a présenté pour 2012 un budget d'une rigueur historique pour réduire le déficit public, a annoncé lundi qu'il prévoyait d'économiser dix milliards d'euros supplémentaires dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Ces économies seront supportées "*à la fois par les régions autonomes et par le gouvernement central*", a expliqué un porte-parole gouvernemental après une réunion à ce sujet entre le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, et les ministres de l'Education et de la Santé.

"L'Etat prévoit que les économies qui peuvent être faites dans les secteurs de l'éducation et de la santé représenteront dix milliards d'euros mais cela devra se faire aussi avec la participation des régions. Si elles ne s'impliquent pas, on ne pourra pas réaliser ces économies", a ajouté le porte-parole.

Le gouvernement espère ainsi rendre plus "*efficace le fonctionnement*" des grands services publics, notamment en "*éliminant les doublons*" qui alourdissent les secteurs de l'Education et de la Santé, dont les budgets sont gérés par les régions, a expliqué le gouvernement dans un communiqué.

Ces nouvelles mesures, qui n'ont pas été détaillées, doivent être mises au point lors d'une réunion début mai entre représentants de l'Etat central et des régions, majoritairement dirigées par la droite.

"Il est nécessaire d'avoir un pays plus fiable face à nos créanciers et nos partenaires européens", a affirmé lundi le ministre du Budget, Cristobal Montoro, dans un entretien au journal El Mundo.

"Nous allons définir avec les communautés autonomes quels services publics elles doivent offrir, en matière de santé, d'éducation et de prestations" sociales, a-t-il déclaré.

Les régions doivent "*renoncer à dépenser une grande part de ce qu'elles dépensent aujourd'hui*", a-t-il ajouté.

"Les communautés autonomes sont responsables des dépenses sanitaires et d'éducation. Mais il faut aussi prendre en considération que, par exemple, dans les cas des dépenses sanitaires, nous avons accumulé une dette de 15 milliards d'euros et ça ne peut se reproduire," a renchéri le ministre de l'Economie, Luis de Guindos, sur la radio Cadena Ser.

"C'est pour cela que la réforme est indispensable. Il faut éliminer les dépenses improductives. Il faut rationaliser les domaines qui ne fonctionnent pas bien pour sauver le système", a-t-il ajouté.

Le gouvernement espagnol a présenté fin mars un budget 2012 d'une austérité sans précédent, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies, afin de ramener le déficit public du pays de 8,51% du PIB fin 2011 à 5,3% cette année.

Dans le cadre de cette politique de rigueur, le gouvernement a imposé un effort accru aux 17 régions autonomes d'Espagne, dont les dérives financières ont pesé très lourd ces dernières années dans le déficit public du pays.

Pour 2012, Madrid a ainsi demandé aux régions de ramener leur déficit à 1,5% du PIB de l'Espagne, alors qu'il avait atteint 2,94% en 2011, dépassant largement l'objectif initial de 1,3%.

Un article de l'expansion.fr du 10 avril

Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)

Les échanges du Brésil devraient croître deux fois plus que le commerce mondial au cours des 15 prochaines années

L'économie brésilienne est en pleine expansion : selon HSBC Trade connections, Trade Forecast (fév. 2012), l'activité commerciale brésilienne connaîtra dans les quinze prochaines années une croissance de 163%, soit le double de celle des échanges mondiaux (86%). Sur cette période, le pays devrait arriver en sixième position mondiale pour la croissance de ses échanges commerciaux. Cette année, la croissance de son économie devrait se maintenir à +3% (comme en 2011) et accélérer au dessus de +3,5% en 2013, selon les prévisions du groupe Euler Hermès. L'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques à Rio en 2016 constituent des opportunités à court terme.

Le grand défi pour ce pays immense, riche en matières premières : construire des infrastructures (routes, voies ferrées, lignes électriques) pour désenclaver l'intérieur du pays, où se trouvent les matières premières, et le relier aux grandes villes en pleine croissance, telles Rio de Janeiro, Sao Paulo et Belo Horizonte.

Autre priorité du gouvernement : développer la production industrielle. Le pays se positionne clairement pour devenir leader de la production d'éthanol à partir de la canne à sucre. L'émergence d'une classe moyenne avide de consommer constitue aussi une belle opportunité pour les investisseurs.

Les opportunités sont réelles pour les entreprises... à condition d'être conscient des contraintes : système d'imposition complexe, taxes élevées et bureaucratie puissante.

Ces obstacles ne découragent pas les pays émergents comme le Vietnam et l'Indonésie mais surtout la Chine, dont les échanges avec le Brésil devraient fortement augmenter dans les prochaines années. Pour preuve : l'ouverture, cette année du gigantesque complexe portuaire Superporto do Açu, l'un des plus grands du monde, et déjà surnommé " l'autoroute vers la Chine ".

Un article de l'AFP du 11 avril 2012

Grèce: élections anticipées le 6 mai dans un pays plus divisé que jamais. (12.04)

Des élections législatives anticipées se tiendront le 6 mai en Grèce où la crise de la dette qui sévit depuis deux ans a entraîné un éclatement inédit du paysage politique tout en renforçant la droite, favorite pour ce scrutin.

Sans cesse reportée depuis plusieurs semaines, l'annonce de la date des élections, le 6 mai comme attendu, a finalement été rendue publique mercredi par le Premier ministre Lucas Papademos lors d'une réunion du conseil des ministres avant d'aller soumettre cette proposition au chef de l'Etat Carolos Papoulias.

"Les choix que nous allons faire (lors de ces élections) vont définir l'avenir du pays pour les prochaines décennies", a indiqué M. Papademos dans un message télévisé adressé à la nation mercredi soir.

A la tête depuis novembre 2011 d'un gouvernement de coalition auquel participent les deux grands partis du pays, Pasok (socialiste) et Nouvelle-Démocratie (ND, droite), M. Papademos a souhaité que les Grecs "choisissent la voie qui assure sa position dans l'Union européenne et la zone euro, la voie de l'assainissement de l'économie du pays et des réformes structurelles".

Après deux ans d'austérité pour faire face à la crise, la Grèce devrait connaître en 2012 sa cinquième année de récession consécutive alors que le taux de chômage dépasse les 21%.

Le compte à rebours pour la tenue d'élections anticipées avait commencé en mars après l'effacement de 105 milliards d'euros de la dette détenue par les créanciers privés de la Grèce et l'approbation d'un deuxième prêt international accordé au pays.

M. Papademos, 64 ans, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, a joué un rôle-clé dans ces négociations délicates.

"Les grands objectifs de ce gouvernement ont été atteints (...), nous avons évité le risque imminent de la faillite et nous avons créé les meilleures conditions pour la poursuite de cet effort", a jugé M. Papademos mercredi.

"Le nouveau gouvernement doit continuer cet effort pour la reconstruction de l'économie", a-t-il ajouté.

L'organisation des législatives, qui devaient normalement avoir lieu en 2013, était réclamée par le leader de la Nouvelle Démocratie Antonis Samaras depuis la démission en novembre 2011 de l'ancien Premier ministre socialiste Georges Papandréou après son projet avorté de référendum sur la rigueur imposée au pays pour répondre aux exigences des créanciers UE et FMI.

Fervent opposant, jusqu'en novembre, des mesures de rigueur, la ND a su capitaliser sur la perte de popularité du Pasok, large vainqueur des législatives d'octobre 2009.

Toutefois, sa participation au gouvernement de M. Papademos et son approbation d'un nouveau plan de rigueur voté le 12 février a freiné sa montée.

S'ils arrivent toujours en tête des sondages, les conservateurs ne rassemblent, selon les enquêtes, qu'entre 13% à 20% des intentions de vote, ce qui ne leur permettrait pas de constituer seuls la majorité gouvernementale et leur imposerait de s'allier au Pasok, crédité de 10% à 15%, voire à d'autres petits partis.

"Par rapport aux élections de 2009, les deux principaux partis, Pasok et ND, ont perdu environ 35% de leur électorat --25% et 10% respectivement-- au profit des partis de gauche et les petits partis rassemblant les dissidents de la droite", a indiqué à l'AFP Thomas Géralis, dirigeant de l'institut de sondage Marc.

Les trois partis de gauche -les communistes du KKE, la gauche radicale Syriza, et la gauche démocratique (Dimar)- affichent chacun entre 8 et 10% des intentions de vote. Un score que pourrait atteindre, selon les sondages, le tout nouveau parti "Grecs indépendants", opposé aux plans de rigueur, créé par un dissident de la ND.

Quatre petits partis, dont deux d'extrême droite, sont donnés autour des 3%, seuil pour entrer au parlement.

Cette dispersion des forces, divisées entre celles qui sont favorables au plan UE-FMI de rigueur et les opposants à l'austérité, illustre *"l'éclatement du paysage politique traditionnel, dominé pendant quarante ans par l'alternance entre la ND et le Pasok"*, souligne M. Gerakis.

Cette situation politique instable inquiète les dirigeants internationaux alors que la Grèce est loin d'être sortie de l'ornière.

Pour M. Géarakis, *"ces élections sont difficiles et cruciales pour l'avenir et inaugurent une nouvelle période, la plus importante depuis 1974"*, année du retour de la démocratie après sept ans de dictature.

Un article de liberation.fr du 11 avril

Mise à feu de l'arsenal antiterroriste de Sarkozy. (12.04)

Le Conseil des ministres a examiné mercredi le projet de loi incluant les mesures destinées à renforcer la prévention et la répression du terrorisme annoncées par Nicolas Sarkozy dans la foulée des tueries de Toulouse et Montauban, a rapporté Valérie Pécresse.

Ce texte sanctionne désormais la «provocation aux actes de terrorisme et d'apologie de ces actes» comme un délit «qui ne figurera plus dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse, mais dans le code pénal», a détaillé la porte-parole du gouvernement en rendant compte des travaux du Conseil.

Le projet de loi crée également un nouveau délit *«puisque toute personne qui consultera de manière habituelle, et sans motif légitime, des sites internet qui provoquent au terrorisme ou en font l'apologie et qui comportent à cette fin des images d'actes de terrorisme portant atteinte à la vie, sera désormais punie»*, a ajouté Mme Pécresse devant la presse.

Il prévoit par ailleurs que *«toute personne française ou résidant habituellement sur le territoire français qui se rend à l'étranger pour y suivre des travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme, en participant notamment à des camps d'entraînement, puisse être poursuivie et condamnée pénalement dès son retour en France»*, a-t-elle poursuivi.

«C'est un changement majeur puisque je vous rappelle qu'auparavant, pour être poursuivie, une personne devait avoir commis une infraction de nature terroriste sur le territoire français», a souligné la ministre du Budget.

Le projet de loi bientôt devant le Parlement

Enfin, le projet de loi transpose en droit national une «*décision cadre*» européenne qui stipule que *«le chantage peut constituer un acte de terrorisme lorsqu'il est en relation avec une entreprise terroriste»*, selon Mme Pécresse, et crée ainsi *«une nouvelle infraction réprimant celui qui essaie, par des promesses ou des pressions, de recruter une personne dans un réseau terroriste, même si la personne ne donne pas suite à cette proposition»*.

La porte-parole du gouvernement a confirmé que ce projet de loi serait déposé rapidement devant le Parlement, dont les travaux sont actuellement suspendus pour cause de campagne présidentielle.

La gauche a fait savoir qu'elle ne voterait pas ces mesures, présentées selon elle dans la précipitation, empêchant de fait une réunion du Parlement pour les faire adopter avant le scrutin des 22 avril et 6 mai.

«L'opposition a jugé qu'il n'y avait pas urgence à adapter notre arsenal de mesures antiterroristes. Nous le regrettons», a déclaré Valérie Pécresse mercredi, *«nous aurions souhaité un consensus droite-gauche sur la lutte contre le terrorisme»*.

«Le président de la République s'est engagé, s'il est réélu, à ce que ces mesures soient les premières qui soient adoptées lors de la nouvelle législature», a rappelé la ministre du Budget.

Commentaire.

Le législateur pourra entendre par "terrorisme" ce qui l'arrangera selon les circonstances, il s'agit donc bien de mesures arbitraires, antidémocratiques, liberticides, autoritaires. Appelez à préparer le renversement de l'Etat pourra ainsi être interprété comme un acte terroriste puisqu'il portera atteinte à l'intégrité de l'Etat tel qu'il existe, tel qu'ils l'ont conçus pour maintenir l'ordre en place.

La dérive policière est flagrante quand le législateur met l'accent non pas sur des faits établis ou en cours de réalisation, mais sur l'intention manifestée de commettre des actes illégaux sans qu'il puisse être prouvé que cette entreprise serait sérieuse ou pourrait être menée à son terme, le ministère se réservant le privilège d'en juger ; autrement dit, sur la base de critères purement subjectifs laissés à l'appréciation du parquet, la

culpabilité d'un personne pourrait être établie uniquement au regard de ces mesures iniques et dignes d'une dictature.

Un article de l'AFP du 12 avril

40% des entreprises affectées par des problèmes de logement des salariés. (13.04)

La hausse des prix de l'immobilier a un impact direct sur les entreprises, 40% d'entre elles se disant affectées par les difficultés de logement que connaissent leurs salariés, selon une étude du Crédoc réalisée pour le Medef.

Selon l'enquête publiée cette semaine, quatre établissements sur dix sont affectés d'une manière ou d'une autre par ces problèmes de logement, 23% des entreprises estimant qu'ils compliquent le recrutement, la mobilité interne (19%), ou encore nuisent à la productivité (18%).

En outre, plus d'une entreprise sur quatre (27%) estime que les salariés habitent trop loin de leur lieu de travail, note le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Les grands établissements et les entreprises situées en région parisienne et en Paca, où les prix de l'immobilier sont particulièrement tendus, sont les plus touchés.

Parmi les entreprises qui évoquent des problèmes de logement pour leurs employés, 69% considèrent que ces difficultés ont empiré ces dernières années, relève le Crédoc, qui note que, "*depuis 1995, l'évolution des revenus des ménages ne suit plus le rythme de la hausse des prix de l'immobilier*".

Même si 97% des établissements disent ainsi n'avoir jamais envisagé de changer de localisation pour faciliter le logement de leurs employés, le Crédoc affirme que les entreprises "*commencent à prendre en compte ces difficultés*".

Dans les faits, 25% des groupes recourent aux dispositifs proposés par Action logement (ex 1% logement) et 35% indiquent mettre en place des actions spécifiques.

Parmi ces actions, 21% d'entreprises se contentent de mettre à la disposition du personnel des documents d'information, 10% disent fournir des aides financières et 6% proposent des logements dont l'entreprise est propriétaire.

Dans les entreprises de plus de 200 salariés, la situation est nettement plus favorable que dans les petites structures, 82% des dirigeants disant par exemple recourir à Action logement, contre 20% dans les très petites entreprises (TPE), de moins de dix salariés.

L'enquête a été réalisée par téléphone en décembre 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 1.516 responsables d'entreprises.

Un article de Publicsenat.fr du 12 avril

Les plans sociaux : l'épée de Damoclès du futur Président. (13.04)

PSA, Carrefour, Nestlé, Air France ? Retardés, démentis ou prêts à être dégainés, les plans sociaux risquent de se multiplier après la présidentielle. De nombreux secteurs sont touchés. Le gouvernement freine des quatre fers pour éviter de nouveaux chômeurs avant l'élection. Après...

L'après présidentielle risque d'être violent sur le front de l'emploi. Les plans sociaux vont tomber. Jusqu'ici, le gouvernement s'active pour sauver les entreprises en difficultés ou repousser les plans. Du moins jusqu'à l'élection. Après...

« Reporter à plus tard » les licenciements

Ce matin, les ouvriers du site PSA d'Aulnay-sous-Bois ont été reçus par le Président-candidat Sarkozy. L'inquiétude est forte à l'usine Peugeot-Citroën depuis la divulgation en juin dernier de documents de travail internes du constructeur. Ils émettent l'hypothèse d'une fermeture de l'usine. Plus de 3.300 salariés sont concernés. Les salariés ont obtenu une réunion avec le ministre de l'Industrie Eric Besson et la direction de PSA. Un premier pas insuffisant pour les syndicats, qui craignent que PSA cherche à gagner du temps. « Une fois que les élections seront passées, plus personne ne s'en souviendra, mais nous, nous aurons en face de nous le plan de fermeture de l'usine », lance Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site d'Aulnay, par ailleurs membre de Lutte ouvrière (voir la vidéo).

Dès la mi-février, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, tirait la sonnette d'alarme sur Public Senat. « Certains chef d'entreprises et DRH me disent que toutes les semaines le ministre du Travail leur téléphone pour leur demander leur intention vis-à-vis de l'emploi et leur dire que s'ils avaient l'intention de licencier, qu'ils les reportent à plus tard. Plusieurs me l'ont dit. C'est une réalité », affirmait dans l'émission Preuves par 3 le leader syndical. Xavier Bertrand avait plus ou moins démenti. Sans dissiper les craintes.

20 à 30.000 suppressions dans la grande distribution et l'alimentaire ?

Dans un secteur comme la grande distribution et l'alimentaire, les mois à venir s'annoncent tendus. « On sait qu'au niveau de la COOP d'Alsace, qui est sous enseigne Leclerc, et pour d'autres entrepôts, des plans sociaux existent. Ils sont bien ficelés. Ils pourraient sortir après la présidentielle », affirme à publicsenat.fr Dejan Terglav, secrétaire fédéral FO en charge du secteur. Il continue : « On sait qu'à Carrefour des plans existent aussi, avec des suppressions d'emplois importantes. Là aussi, ils sont pour le moment bloqués ». Pour compléter ce sombre tableau, « l'agro-alimentaire pourrait faire la même chose. Tous les grands groupes sont concernés : Danone, Nestlé, Coca-Cola. Des plans sont prêts. Est-ce qu'ils vont l'appliquer ? A quel degré ? Personne ne sait encore », selon Dejan Terglav. Sur les 640.000 emplois en France du secteur grande distribution et alimentaire, « il pourrait y avoir 20 à 30.000 suppressions d'emplois selon un scénario noir », affirme le délégué FO. « Et encore je suis modeste ».

Tous les secteurs sont touchés. La banque est concernée. Des plans de départs volontaires, comme à la Société générale, avec 800 personnes, ont déjà été annoncés. L'assurance aussi. Selon La Tribune, Groupama « ne pourra échapper au plan social ». Des « craintes » existent aussi dans des secteurs comme « les services à la personne, ou le secteur associatif », relève Laurent Berger, secrétaire national CFDT en charge de l'emploi.

L'Etat met la pression

La Fnac, quant à elle, a déjà annoncé un plan social. 310 emplois seront supprimés en France. Selon le magazine Challenges, Xavier Bertrand – là encore – aurait demandé de ne pas aller plus loin d'ici l'élection. « On n'a eu ni démenti, ni confirmation. Ils ne donneront pas d'autres informations. Du moins jusqu'à la présidentielle », croit André Chapuis, délégué CGT à la Fnac.

Le gouvernement freine des quatre fers. Quand l'AFP annonce en novembre dernier 1.000 à 1.200 suppressions d'emplois chez le géant du nucléaire Areva, le PDG Luc Oursel est aussitôt convoqué à Bercy et François Baroin dément tout plan social. Impossible à accepter pour l'Etat actionnaire, à 87%.

A la Sernam, c'est 1.400 personnes qui sont menacées de perdre leur emploi. Seul repreneur possible : Geodis, filiale de l'entreprise publique SNCF. La Sernam appartenait à la SNCF, avant d'être privatisé en 2005, par injonction de Bruxelles. Le Plan de Géodis prévoit 826 voire juste 622 sauvegardes d'emplois. Le tribunal de commerce de Nanterre donnera demain sa décision sur cette offre.

« *Craintes* » chez Air France

Chez Air France, après une première phase de réduction des coûts annoncée par le nouveau PDG Alexandre de Juniac, le plat de résistance, avec des réformes structurelles, est prévu... pour juin. Soit après le second tour. L'ex-directeur de Cabinet de Christine Lagarde marche sur des œufs, avec un Etat actionnaire à hauteur de 16%. Le gouvernement aurait là aussi interdit toute annonce de licenciement avant le scrutin. Après, l'incertitude est de mise.

« *Chez les salariés, il y a pas mal d'interrogations et de craintes sur ce qui va se passer* », raconte un cadre du groupe. « *Tout le monde attend ce qui sera annoncé en juin. Forcément, pleins d'hypothèses circulent : plan de départs volontaires, non-remplacement de départs à la retraite, aménagement du temps de travail, plan de licenciement pur et dur...* » Béatrice Lestic, secrétaire générale de la CFDT Air France, confirme ce sentiment : « *On a des craintes qu'il y ait un plan social après la présidentielle. Est-ce que ce sera une version douce : un plan de départ volontaire ? Ou une version plus brutale ? Tout le projet visant à augmenter la productivité va générer des sureffectifs. C'est le traitement de ce sureffectif qui est en question. La direction nous fait savoir qu'elle fera tout éviter un plan social dur* ». Une chose est sûre : le gel des embauches et les non-remplacements, déjà décidés depuis quelques mois, ne pourra que continuer. C'est déjà une manière moins brutale de réduire la masse salariale. Il n'y a pas que le plan social, pour dégraisser.

« *Pas de période de grâce* »

C'est tout ? Non. La compagnie maritime SNCM, qui opère notamment des liaisons avec la Corse, menace d'appliquer un plan social de 800 emplois.

Avec des prévisions de croissance faibles, la conjoncture s'annonce toujours tendue pour le pays. Le gouvernement prévoit 0,7% de croissance en 2012. Une prévision supérieure à celles du FMI (0,2%), de l'OCDE (0,3%), de la Commission européenne (0,4%)... « *Les CDD qui arrivent à terme et ne sont pas renouvelés. Cela a permis jusqu'ici de limiter ou retarder les plans sociaux. Maintenant, on arrive à l'os* », souligne Laurent Berger, de la CFDT. Il ajoute : « *Quelque soit le candidat élu, la situation de l'emploi sera compliquée. Il n'y aura pas de période de grâce* ».

Commentaire.

Tenez, comme c'est marrant, cet article se termine exactement comme le précédent (Les économistes étrangers ne prédisent pas le chaos avec Hollande à l'Elysée), à croire que nous sommes face à une situation indépassable, en présence d'une terrible fatalité avec laquelle il faudrait faire avec.

Ne serait-ce pas par hasard l'idée que la classe dominante a réussi à incruste dans la tête de la majorité des masses et de leurs représentants ou ceux qui parlent en leur nom, pour mettre en oeuvre sa politique de regression sociale généralisée ?

Un article du Point.fr du 12 avril

Le "*Financial Times*" vole au secours de François Hollande. (13.04)

Voilà qui ne devrait pas manquer d'être utilisé par l'équipe de François Hollande en cette fin de campagne. Le *Financial Times* (FT), très lu dans les salles de marchés, a salué dans un éditorial, lundi 9 avril (accès payant), la prise de position du candidat socialiste en faveur de l'adoption d'une stratégie de croissance en Europe.

Moqué par l'UMP pour avoir affiché sa volonté de renégocier le pacte budgétaire impulsé par Angela Merkel, qui met uniquement l'accent sur la réduction des déficits publics, François Hollande pourra compter sur "*un nombre croissant de politiciens*", favorable à ce véritable renversement de stratégie, se félicite le célèbre quotidien britannique.

Échec de l'austérité

C'est que l'austérité généralisée comme seul programme se révèle être une impasse, constate-t-il : "*La baisse de la croissance fait baisser les rentrées fiscales*" et empêche "*les pays de la périphérie*" d'"atteindre leurs objectifs de réduction des déficits, malgré un serrage de ceinture sévère". Pire, le ressentiment qu'elle génère parmi la population retient les gouvernements italien et espagnol de se lancer dans des réformes structurelles (marché du travail, dérégulation des professions réglementées...) plus ambitieuses.

Les marchés, eux, perdent patience. Les taux réclamés pour financer la dette espagnole remontent à vive allure, malgré les 1 000 milliards d'euros déversés sur les banques européennes, espagnoles notamment, pour leur permettre de réinvestir sur la dette de leur État, preuve que les investisseurs ne croient pas dans les promesses sans cesse renouvelées du gouvernement Rajoy de rogner sur les dépenses, quitte à tailler dans l'éducation et la santé pour 10 milliards d'euros supplémentaires.

Augmenter la taxation du travail en Allemagne

Le *Financial Times* appelle donc les Européens à augmenter les investissements, dans une logique proprement keynésienne de relance par la demande. Les pays qui en ont les moyens, comme l'Allemagne, devraient même accroître le volume de leurs investissements publics, tout comme la Commission européenne devrait favoriser des dépenses d'infrastructures à l'échelle de l'Union européenne. Certains à la Commission, comme Michel Barnier, se sont prononcés plusieurs fois en faveur d'une "*initiative de croissance européenne*", fondée sur l'émission commune d'obligations destinées à financer des projets communs. En vain, pour l'instant.

L'Allemagne, notamment, fait de la résistance. Elle n'est pas non plus prête à participer à la réduction des déséquilibres entre pays excédentaires et pays déficitaires, une autre solution évoquée par FT pour relancer la machine européenne. Selon le journal, si Rome et Madrid doivent transférer une partie de la fiscalité qui pèse sur le travail vers la consommation pour regagner en compétitivité vis-à-vis de leurs partenaires, Berlin serait bien inspiré de faire l'inverse, ce qui reviendrait à relancer la consommation et à réévaluer le prix des produits allemands par rapport à ceux des pays voisins.

La réticence allemande

Dans sa tribune publiée dans l'édition du 11 avril, le célèbre éditorialiste Martin Wolf revient longuement sur ce point, pour défendre, lui aussi, un effort partagé entre pays en déficit et pays excédentaires partagés, fustigeant l'intransigeance allemande incarnée par Jens Weidmann.

Le président de la Bundesbank, banque centrale allemande, estime que l'ajustement doit être exclusivement à la charge des pays en déficit commercial. "*Les pays en déficit doivent s'ajuster. Ils doivent s'attaquer à leurs problèmes structurels. Ils doivent réduire leur demande intérieure. Ils doivent devenir plus compétitifs et augmenter leurs exportations. (...) Il est parfois suggéré que le rééquilibrage doit être obtenu (...) en rendant les pays excédentaires moins compétitifs. Cela implique que le poids de l'ajustement doit être partagé entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. La question que nous devons nous poser est où est-ce que*

cela va nous mener ? (...) Pour réussir, l'Europe entière doit devenir plus compétitive, plus inventive et plus productive."

Discrètement, le gouvernement allemand assouplit pourtant sa position. Berlin a assumé une augmentation de 6,3 % des salaires de la fonction publique sur 2 ans, ce qui ne devrait pas manquer d'aider à la relance de la consommation des 80 millions d'Allemands. Reste à savoir si un François Hollande président saura les convaincre d'aller plus loin. C'est loin d'être gagné.

Commentaire.

C'est joué finement, mais pas vraiment nouveau. A l'aide de syndicats corrompus, se mettre les fonctionnaires dans la poche pour mieux diviser la classe ouvrière et assurer la stabilité politique du régime, apparemment cela fonctionne assez bien. De plus, ce ne sont pas les fonctionnaires qui produisent la plus-value qui tombent dans l'escarcelle des capitalistes, mais les travailleurs du secteur privé, qui eux vont se faire matraquer pendant ce temps-là.

Un article de l'AFP du 15 avril 2012

Hausse des droits de scolarité: toutes générations confondues dans les rues de Montréal. (16.04)

Plusieurs milliers de personnes, arborant du rouge dans les cheveux, aux oreilles, sur les sacs ou en épinglette, ont une nouvelle fois manifesté dans les rues de Montréal samedi pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité au Québec mais aussi pour montrer leur mécontentement envers le gouvernement qui, selon eux, s'entête.

Parents, enfants, retraités, professeurs, membres d'organisations et étudiants se sont retrouvés sous le thème "*Pour un printemps québécois*", a constaté une journaliste de l'AFP.

Carole Gélinas, mère d'une étudiante de 20 ans, brandit un panneau rouge écrit "*Parents en tabarnak*" (tabernacle). Elle est venue exprimer sa colère contre la hausse des droits de scolarité que veut imposer le gouvernement québécois, mais aussi contre ce gouvernement "*qui méprise nos enfants en refusant de dialoguer avec eux*".

Les écriteaux "*Profs contre la hausse*", "*L'éducation n'est pas une marchandise ni du luxe*", côtoyaient ceux portant l'inscription "*Beauchamp (la ministre de l'Éducation) dans le champ*", "*Citoyens à vos balais, faisons le ménage du gouvernement Charest (du nom du Premier ministre)*".

Pour de nombreux manifestants, cette lutte devient une lutte de société, "*c'est la même dans le fond*", indique Carole Gélinas, "*pour une société plus juste, plus équitable*".

Même discours pour Jean-Sébastien Pilon, professeur de cégep, venu avec sa femme et ses deux enfants. Dans son dos, son bébé et l'inscription: "*Papa, à partir de quel âge nous écoute-t-on?*".

"*Mes enfants vont grandir dans une société où l'éducation va être d'avantage accessible à une élite*", explique-t-il. Pour lui, "il y a une indignation qui grandit de plus en plus chez les professeurs car on ne comprend pas l'endettement du gouvernement".

"*On a été étudiant, on a profité de l'accessibilité aux études grâce à des bas taux de scolarité donc je pense qu'il faut donner au suivant maintenant*", indique pour sa part Guillaume Couture, lui aussi professeur, muni de sa pancarte "*Charest, Titanic, même anniversaire, même destin*", ce samedi étant le 9e anniversaire de l'élection du Parti Libéral du Québec (au pouvoir), mais aussi le centenaire du naufrage du Titanic.

Comme Sabrina, les étudiants se montrent de "*plus en plus énervés du non retour du gouvernement. C'est un manque de respect*".

Depuis la mi-février, le mouvement de grève étudiant cherche à faire revenir le gouvernement québécois de Jean Charest sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 325 dollars par an pendant cinq ans à compter de l'automne, soit une hausse totale de 1.625 dollars (1.245 euros), ou 65 % par rapport aux droits actuels.

Sabrina pense pouvoir finir d'ici deux ans son doctorat en psychologie mais "*s'il (lui) restait plus d'années à faire, ça serait impossible*".

Un article de Reuters du 16 avril

Chômage partiel dans plusieurs usines automobiles. (17.04)

Des mesures de chômage partiel ont été prises dans plusieurs usines automobiles françaises pour les mois d'avril et mai afin de tenir les objectifs de réduction de stocks que les constructeurs se sont fixés face à la baisse de la demande.

Un porte-parole de PSA Peugeot Citroën a indiqué lundi, confirmant une information du site d'information La Tribune, que la production des Peugeot 508 et Citroën C5 et C6 avait été suspendue la semaine dernière dans l'usine de Rennes (Ille-et-Vilaine), qu'elle était suspendue cette semaine sur le site de Mulhouse (Haut-Rhin) - qui produit des Peugeot 206+ et 308, ainsi que des Citroën C4 et DS4 - et qu'elle le serait la semaine prochaine à Sochaux (Doubs) sur la ligne produisant les Peugeot 3008 et 5008 et la Citroën DS5. Sur ce site, la production de la 308 n'est pas concernée.

"Compte tenu de l'évolution des marchés en Europe, il est nécessaire d'ajuster la production pour piloter au plus près les stocks", a déclaré le porte-parole de PSA.

L'usine de Poissy (Yvelines) - où la production de la nouvelle Peugeot 208 vient de démarrer - et le site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) - dont l'avenir à moyen terme est incertain mais où vient d'être regroupée la production de la Citroën C3 - ne sont pas concernés.

Hors de France, la coentreprise en République tchèque entre PSA et Toyota dans les petites citadines a déjà annoncé en février une réduction d'environ 20% de sa production cette année, mesure qui entrera en vigueur en mai, pour faire face à la faiblesse de la demande en Europe.

Si les commandes de voitures neuves en France semblent vouloir se stabiliser, elles ont cependant encore fléchi de 1% en mars.(voir) PSA doit donc réduire la production s'il veut tenir son objectif de ramener ses stocks à 61 jours de vente à la fin de l'année, contre 69 fin 2011.

Côté Renault, un modèle en particulier souffre actuellement d'un "niveau de stock très élevé" : c'est le Kangoo, produit à Maubeuge (Nord) dans ses versions utilitaire et tourisme. Comme le groupe aimerait maintenir cette année ses stocks entre 50 et 60 jours au total, il a donc annoncé cinq journées non travaillées sur le site la première semaine de mai.

Le constructeur va également réduire la voilure de cette usine pendant six mois, en faisant passer une équipe à mi-cadence. De mi-mai à mi-novembre, le site tournera alors avec l'équivalent d'une équipe et demie, contre deux équipes jusqu'ici, alors que Renault vient d'ajouter à la famille Kangoo une version 7 places et que l'usine de Maubeuge va aussi produire, sur l'architecture Kangoo, la fourgonnette Mercedes Citan dont le lancement est programmé pour la rentrée.

Un article de l'AFP du 12 avril

Les propositions controversées de Bruxelles sur l'emploi. (17.04)

La Commission européenne veut rouvrir le débat délicat sur les salaires minimums et sur la libre circulation des travailleurs en Europe.

En pleine crise de la dette, et alors que les taux de chômage ont grimpé partout en Europe, la Commission européenne entend bien lancer un débat sur tout le continent pour relancer l'emploi. Un domaine pour lequel ses compétences sont très restreintes, face aux gouvernements nationaux. Elle prévoit un cocktail de propositions incluant des salaires minimums "décentés" mais aussi leur "différenciation" par branches, de nature à susciter la controverse en France notamment en pleine campagne présidentielle. Le commissaire à l'emploi Laszlo Andor, qui doit dévoiler ce document non contraignant mercredi, marche sur des oeufs.

"L'idée est de proposer une coordination des politiques de l'emploi un peu sur le modèle de ce qui se passe pour les politiques budgétaires" afin d'encourager les gouvernements nationaux à prendre en compte le marché de l'emploi de l'Union dans son ensemble et plus seulement dans le cadre de leurs frontières respectives, a indiqué lundi à l'AFP une source européenne proche du dossier. La Commission ouvre en particulier le débat délicat sur les salaires minimums. Elle voit d'un bon oeil la mise en place de salaires minimums *"qui ne soient pas trop bas"*, indique cette source européenne.

Baisse des charges et levée des restrictions pour les Roumains et les Bulgares

Selon un diplomate européen proche du dossier, cela marque une évolution du discours de la Commission. Alors qu'il était surtout libéral jusqu'ici sur ce point en jugeant que les salaires minimums constituaient un frein à l'embauche, *"la Commission considère qu'à un niveau approprié ils peuvent être un moyen d'éviter les trappes à pauvreté"*, dit-il. Si cet aspect peut séduire les partis de gauche et les syndicats en Europe, il n'en va pas forcément de même pour d'autres volets du document de la Commission.

La dernière mouture du texte indique ainsi *"que des salaires minimum différenciés, tels qu'appliqués dans certains Etats membres (de l'UE), peuvent constituer un moyen efficace"* de soutenir le marché de l'emploi. Cet élément a été révélé lundi par les quotidiens Le Figaro et Süddeutsche Zeitung, L'Allemagne dispose d'un tel système où le salaire minimum est négocié secteur par secteur. *"C'est fait pour mieux cibler les secteurs porteurs"*, souligne une source européenne.

Autre suggestion sensible: la Commission propose de transformer une partie des allocations versées aujourd'hui aux chômeurs en aides actives à la création d'emploi pour eux, système à ses yeux plus efficace que *"l'assistance"*. Et elle plaide à nouveau en faveur d'une baisse des charges salariales. Enfin, Bruxelles jette un dernier pavé dans la mare en demandant de lever sans délai les dernières restrictions à l'arrivée des Roumains et Bulgares sur les marchés du travail de plusieurs pays rétifs, dont la France. Ces restrictions doivent en principe rester jusqu'à fin 2013.

Un article de Reuters du 18 avril

Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat. (19.04)

"Il ne faut pas rêver, il y a plus de patrons de droite que de patrons de gauche", concède un chef d'entreprise français, proche du Parti socialiste.

Dans la course aux soutiens patronaux, François Hollande refait son handicap face à Nicolas Sarkozy. Discret sur ses relations avec le monde des affaires, le candidat socialiste cultive ses relais et a conquis une audience auprès des patrons, à l'image des banquiers maintenant ouverts à une discussion sur son projet de séparer les dépôts des activités spéculatives.

"En 2007, il y avait dans le patronat français une vraie dynamique pour Nicolas Sarkozy", souligne, sous le couvert de l'anonymat, un dirigeant d'entreprise sympathisant socialiste et fin connaisseur du milieu patronal.

"Au sein du CAC 40, je crois qu'il n'y a eu en 2007 qu'un seul patron qui a voté à gauche. Aujourd'hui, je dirais qu'on est dans un rapport un tiers pour la gauche, deux tiers pour la droite", ajoute-t-il.

Même si la présidente du Medef, l'organisation patronale qui regroupe les grands groupes du pays, a officiellement pris position en faveur de Nicolas Sarkozy.

"Le Medef est trop clairement une organisation qui soutient Nicolas Sarkozy, et vous ne pouvez donc pas passer par le Medef pour avoir des débats de fond avec les socialistes", explique un responsable financier. *"Les entreprises nouent des relations directes avec les socialistes. C'est un fait nouveau."*

JOUYET ET MACRON, DEUX HOMMES-CLÉS

"Je n'ai jamais vu autant de chefs d'entreprise et de banquiers, même quand j'étais ministre de l'Economie et des Finances, que depuis trois mois", déclarait de son côté Michel Sapin, chargé du projet présidentiel de François Hollande, lors d'un entretien accordé à Reuters la semaine dernière.

Les déçus du "sarkozysme" prêtent désormais une oreille attentive au député de Corrèze, d'autant qu'il s'est engagé à combattre les déficits publics s'il accède à l'Élysée.

"Les patrons ont d'abord respecté Nicolas Sarkozy pour son énergie", relève un patron. *"Mais ils ont été déçus quand ils ont réalisé que, derrière cette énergie, se cachaient un manque de cohérence dans la stratégie mais aussi des processus de décision imprévisibles, très éloignés des règles de gouvernance élémentaires dans les grandes entreprises."*

"A l'exception des plus sarkozystes, les patrons des grandes entreprises ne sont plus effrayés par le retour des socialistes", renchérit un observateur du milieu patronal.

"Je trouve qu'il y a chez François Hollande beaucoup de choses bien dites et réalistes, je crains cependant qu'il ait encore une connaissance insuffisante du monde de l'entreprise et de ses mécanismes", tempère toutefois un ancien patron.

Dans l'équipe de campagne socialiste, c'est André Martinez, un ancien dirigeant d'Accor, qui conseille le candidat sur les relations avec les entreprises.

DES HOMMES-CLÉS

Dans son entourage, François Hollande peut aussi s'appuyer sur deux hommes-clés : Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et son "ami de 30 ans", et Emmanuel Macron, associé-gérant à la banque Rothschild.

S'y ajoute Jean-Jacques Augier, ancien patron des taxis G7, chargé du financement de la campagne.

"Jean-Pierre Jouyet a la confiance totale de François Hollande", explique un chef d'entreprise, soutien du candidat socialiste. "Il l'aide à comprendre les enjeux économiques et financiers et à entrer en contact avec des grands patrons."

François Hollande peut compter sur une kyrielle d'appuis sérieux et de relais dans le monde des affaires, notamment les partisans de l'ancien directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn, qui a dû renoncer à briguer la présidentielle après l'affaire du Sofitel de New York.

Il devrait aussi disposer de relais importants dans plusieurs secteurs clés de l'économie. Des affinités de gauche sont prêtées à toute une série de personnalités qui dirigent ou ont dirigé de grands groupes, comme l'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon, Paul Hermelin, prochain PDG de Capgemini, Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France-KLM, Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez ou encore François Villeroy de Galhau, directeur général délégué de BNP Paribas.

A ce jeu des devinettes reviennent aussi régulièrement les noms de Stéphane Fouks, coprésident d'EuroRSCG Worldwide, Stéphane Boujnah, patron de la banque Santander pour la France et le Benelux, Matthieu Pigasse, directeur-général délégué de la banque Lazard en France et copropriétaire du journal Le Monde, et Pierre Bergé, autre copropriétaire du Monde.

DES AMITIÉS

Reste le cas plus énigmatique de Xavier Niel, le PDG d'Iliad, maison mère de l'opérateur de téléphonie mobile Free.

"Oui, il joue un rôle, même s'il n'est pas exactement de gauche. C'est plus complexe que cela. C'est un libéral libertaire", confie un proche du PS à son propos.

On prête aussi à François Hollande des relations d'amitié avec des dirigeants comme Christophe de Margerie, PDG de Total, Henri de Castries, président d'Axa ou encore Jean-Bernard Lévy, PDG de Vivendi.

"La caractéristique de François Hollande est de fonctionner en étoile. Personne ne sait, sauf lui, qui le soutient. Il fait beaucoup de rencontres bilatérales et peu de consultations collectives", souligne un patron français. *"C'est quelqu'un de méfiant, il ne donne pas sa confiance facilement."*

Ses partisans rappellent que s'il s'en est pris directement à la *"finance sans visage"* pendant la campagne et a promis de taxer à 75% les revenus au-delà d'un million d'euros, il s'est gardé de stigmatiser les patrons.

"François Hollande essaie d'éviter la facilité de la démagogie 'anti-patron'", dit l'un de ses soutiens dans le milieu patronal.

"A la différence de Nicolas Sarkozy, François Hollande n'est pas fasciné par les grands patrons. Il les respecte mais ne les fantasme pas", souligne un autre dirigeant d'entreprise. *"Il est parfaitement conscient que ce sont des acteurs importants pour la croissance économique du pays. Ni plus, ni moins."*

Complément : Parole de patrons que Hollande aime tant. Extrait d'un autre article de Reuters du même jour.

Lancées à la conquête de l'Asie, dont les rythmes de croissance échevelés agissent comme une drogue dure dont il est difficile de décrocher, la France ressemble aujourd'hui à un confetti parmi d'autres dans l'empire des sociétés du CAC 40, majoritairement détenues par des investisseurs étrangers.

L'installation, l'été dernier à Hong Kong, du président du directoire de Schneider Electric a de ce point de vue frappé les esprits. La France ne représente aujourd'hui que 10% de l'activité du leader mondial des équipements électriques basse et moyenne tension et Jean-Pascal Tricoire passe désormais la moitié de son temps en Asie.

"Quelle est la vision du monde des politiques ? C'est celle de la responsabilité qu'ils ont vis-à-vis de leurs électeurs, c'est donc une dimension nationale, voire locale", observe Philippe Camus, président du groupe de télécommunications Alcatel-Lucent

"L'espace pour eux est la circonscription ou la nation alors que pour les chefs d'entreprise, même des petites, la dimension pertinente c'est le marché, la compétition, donc un niveau très international", déclare-t-il à Reuters pour expliquer ce divorce.

Dans son ouvrage *"La France doit choisir"*, paru au début de l'année, l'ancien PDG du groupe Saint-Gobain Jean-Louis Beffa souligne également les effets de la mondialisation sur la relation entre de grandes entreprises françaises et l'Etat.

La rupture est selon lui consommée avec les groupes *"multirégionaux"*, qui ont pour principale caractéristique de produire localement sur leurs marchés internationaux - en Chine pour le marché chinois, au Brésil pour le marché brésilien - bref, de ne pas contribuer à rééquilibrer la balance commerciale française.

Du point de vue des politiques, l'entreprise multirégionale n'apporte ainsi ni emploi, ni croissance à partir de France et, du point de vue de cette entreprise, la France ne représente qu'une partie minime de son activité, ce qui est le cas, outre Schneider Electric, d'autres grands groupes comme Air liquide, Saint-Gobain ou Lafarge, par exemple.

"La raison du divorce entre les hommes politiques et les chefs d'entreprise n'est pas d'ordre idéologique ou politique. Ce sont des raisons mécaniques découlant de l'influence de la mondialisation à la fois sur le pays et sur l'entreprise", déclarait récemment Jean-Louis Beffa lors d'un entretien à Reuters.

Selon lui, la première action du futur président en matière de politique industrielle devrait être ainsi de recréer un dialogue avec les *"champions multirégionaux"* pour qu'ils se réintéressent à la France.

Ce message semble avoir été entendu par François Hollande, qui a récemment invité les patrons du CAC 40, s'il est élu, à une réunion pour travailler avec eux au redressement de la France. Même si, notait lucidement le candidat socialiste, *"beaucoup de leurs dirigeants n'auront pas voté pour moi"*.

Quel que soit le vainqueur de l'élection, *"il faudrait des incitations fiscales, des aides à la Recherche & Développement, pour que ces entreprises acceptent comme le fait l'industrie allemande de développer de nouveaux métiers exportateurs à partir du sol français, même si ce n'est pas leur tendance naturelle"*, estime Jean-Louis Beffa.

Au-delà de ces divergences *"mécaniques"*, l'indifférence croissante de ces grands patrons vis-à-vis de la classe politique, qui confine parfois à une forme de condescendance, voire de mépris, a été récemment alimentée par les nombreuses attaques dont on fait l'objet les PDG sur leur rémunération.

Souvent encensé pour sa réussite chez Publicis, Maurice Lévy en a fait récemment les frais à l'occasion de la publication de sa rémunération de 16 millions d'euros perçue au titre des neuf dernières années à la tête du géant mondial de la publicité.

"Le temps de l'entreprise n'est pas celui de la politique. Aujourd'hui on condamne, on vilipende, mais on ne cherche pas à analyser ou à comprendre", s'est défendu le PDG du géant mondial de la publicité, y voyant un signe de la méconnaissance du monde de l'entreprise par les hommes politiques.

"Les patrons reprochent aux politiques de ne pas prendre en compte la réalité du monde dans lequel ils vivent et d'encourager la démagogie plutôt que l'effort", observe de son côté un fin connaisseur des milieux patronaux, qui a requis l'anonymat.

Beaucoup de chefs d'entreprise refusent également de recevoir des leçons de la part d'hommes politiques incapables de contrôler les déficits publics et, selon eux, de prendre de la hauteur pour porter un projet économique sur le long terme. Ils supportent également difficilement de voir le président de la République,

quel qu'il soit, tirer la couverture à lui lors de la signature à l'étranger de contrats qu'ils ont durement négociés.

"Parfois, on a l'impression d'être à une assemblée de copropriétaires ! Les politiques nous font de la gestion fiscale et sociale, sans stratégie ni vision pour le futur. C'est comme si nous pilotions nos entreprises uniquement avec nos directeurs financiers et des ressources humaines", s'insurge Pierre Gattaz, président du groupe Radiall et du Groupe des fédérations industrielles (GFI).

Autre facteur, et non des moindres, les meilleurs hauts fonctionnaires succombent souvent aux sirènes de l'entreprise où les perspectives de carrière et de rémunération sont plus attractives, asséchant ainsi le réservoir de talents de l'administration.

Dans son livre *"Non aux 30 douloureuses"*, l'ancien directeur de la Caisse des dépôts Augustin de Romanet estime que l'Etat est un bien mauvais *"manager"*, et qu'une revalorisation de la haute fonction publique est indispensable pour inspirer le respect et pour que l'action publique retrouve sa légitimité face aux entreprises et aux citoyens.

"L'Etat le plus performant au monde dans le management est celui de Singapour qui rémunère ses ministres comme des associés du cabinet de consultants McKinsey. Résultat : il y a des ministres de la qualité des associés de McKinsey", confiait récemment Augustin de Romanet à Reuters.

Un article de lexpansion.com du 20 avril

En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

Jusqu'à un millier d'entreprises individuelles auront mis la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au premier semestre 2012 en raison de la grave crise dans laquelle s'enfonce le pays, a estimé vendredi la Commission européenne, qui tente d'enrayer le problème.

"La Grèce fait face à une crise économique et sociale sans précédent qui se reflète dans la situation des petites et moyennes entreprises: six entreprises sur dix ont vu leurs revenus baisser en 2011 et 150.000 emplois ont été perdus", a indiqué la Commission dans un communiqué en marge de la visite à Athènes vendredi du commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani. *"On estime que pendant le premier semestre 2012, jusqu'à 1.000 petites entreprises auront fermé chaque semaine"*, ajoute le communiqué, qui ne fournit pas d'estimations sur le nombre d'entreprises parallèlement créées.

La Commission plaide en conséquence en faveur d'une aide accrue à ces sociétés, auto-entrepreneurs et entreprises familiales, qui forment l'essentiel du tissu économique grec. Depuis septembre dernier, l'Union européenne via sa Task force pour la Grèce tente notamment de trouver les moyens de remédier à l'assèchement du crédit dont souffrent les PME, les banques, déficitaires, coupées des marchés et dépendantes de la BCE, ayant suspendu les prêts. En mars, un fonds spécial de garantie, doté de 500 millions d'euros, a été créé par l'UE pour favoriser par le biais de la Banque Européenne d'Investissement l'octroi de prêts aux PME à hauteur d'un milliard d'euros.

Selon la Commission, en 2010, la Grèce comptait 742.600 très petites entreprises, employant au total 2,512 millions de salariés, soit plus de 85% de l'emploi total du pays, un niveau record dans l'UE. Ces structures produisent 35,3% de la valeur ajoutée du pays contre 21,8% en moyenne dans l'UE. Avec 14% des salariés en moyenne en Grèce, contre 33% dans le reste de l'Union, les grandes entreprises créent elles 28% de la valeur ajoutée, ce qui souligne la faible productivité des petites entreprises en Grèce, ajoute la Commission.

Un article de lexpansion.com du 20 avril 2012

L'Espagne va couper dans la santé et l'éducation. (21.04)

Le gouvernement conservateur espagnol, engagé dans une course à la réduction du déficit, adopte vendredi un plan d'économies visant les secteurs très sensibles de la santé et de l'éducation, espérant générer ainsi 10 milliards d'euros d'économies par an. Mesure-phare de la réforme sanitaire, qui vise à économiser 7 milliards, et sans doute promise à la plus grande impopularité: les retraités paieront désormais pour leurs médicaments. Une annonce à contre-courant de la campagne électorale du chef du gouvernement Mariano Rajoy, qui promettait cet automne de maintenir malgré la crise le pouvoir d'achat des retraités. Mais *"il s'agit de demander un effort"* aux habitants, *"car il n'y a pas d'argent pour payer les services publics"*, a reconnu M. Rajoy jeudi. Et *"l'Espagne est le deuxième consommateur mondial de médicaments"*, a justifié la ministre de la Santé Ana Mato.

L'an dernier, 3.700 tonnes de médicaments, périmés ou non-utilisés, y ont été détruits. Traditionnellement, les Espagnols ne paient pas pour aller chez le médecin et ne déboursent qu'une partie du prix des médicaments, sauf les retraités qui eux ne paient rien. Désormais ces derniers, qui représentent les trois quarts de la dépense pharmaceutique nationale (11 milliards d'euros, 1,1% du PIB), devront régler 10% de la facture en pharmacies, jusqu'à un plafond de 8 à 18 euros par mois en fonction de leurs revenus. Les actifs, qui jusque là payaient 40% du prix des médicaments, régleront jusqu'à 60%, selon leur situation financière. Des réformes très impopulaires

En matière d'éducation, le gouvernement espère récupérer 3 milliards d'euros: il va autoriser les régions à faire grimper les frais d'inscription à l'université de 50%, qui passeraient de 1.000 à 1.500 euros en moyenne, et à augmenter de 20% le nombre d'étudiants par classe. Les 17 communautés autonomes espagnoles sont en effet les premières concernées par ce plan d'économies: elles englobent 50% de la dépense publique en Espagne. Les trois quarts de leurs budgets passent dans la santé, l'éducation et l'aide aux personnes dépendantes. Ces derniers mois, nombre d'entre elles ont eu du mal à régler leurs fournisseurs, provoquant la grogne des pharmaciens et des coupures de chauffage ou d'électricité dans des collèges et lycées.

Mais en touchant à des secteurs sensibles, le gouvernement s'est attiré les foudres, notamment du parti socialiste, qui a manifesté son *"rejet frontal"* de ce nouveau plan de rigueur. Dans la santé cela représente *"un changement de modèle du système national, pour le détériorer progressivement et chercher à démanteler le système sanitaire public"*, a dit Trinidad Jimenez, chargée de la santé au PSOE. *"Le gouvernement prépare le terrain d'une santé pour riches et une autre pour les pauvres"*, a renchéri l'association de consommateurs Facua. Quant aux mesures concernant l'éducation, *"aucun pays n'a jamais surmonté une crise économique en réduisant l'égalité des chances de ses jeunes"* dans ce domaine, a réagi le secrétaire général du PSOE, Alfredo Perez Rubalcaba.

Les deux réformes visent à permettre aux régions d'économiser 10 milliards d'euros par an à partir de 2013. Selon une source gouvernementale, *"cela aide aussi à partager les coûts politiques entre l'Etat et les régions"*. Car ces dernières, qui ont déjà lancé des mesures de rigueur ces derniers mois, ont toutes affronté de larges manifestations populaires. Scrutées de près par le gouvernement, elles doivent lui présenter d'ici mai des plans d'assainissement budgétaire pour ramener leur déficit public de 2,94% du PIB en 2011 à 1,5% en 2012. Celles qui ne respecteront pas la trajectoire fixée verront leur budget pris en main par l'Etat central. Le pays dans son ensemble a douze mois pour réduire de plus de trois points son déficit, de 8,51% à 5,3% du PIB, et a déjà annoncé un budget, le plus austère de son histoire, pour récupérer 27,3 milliards d'euros.

Un article de 20 minutes.fr du 20 avril

Des grands patrons publient leur «manifeste» libéral. (21.04)

A deux jours du premier tour de la présidentielle, 25 grands patrons ont publié vendredi sous l'égide de l'Institut de l'entreprise un «manifeste», plaidoyer à tonalité libérale pour la réduction des dépenses publiques, la compétitivité et la refonte du «pacte social».

Restaurer la confiance des entrepreneurs

Prônant une «concentration de l'Etat sur son coeur de missions», les signataires appellent à une série de «mesures immédiates» comme l'indexation des retraites et prestations sociales «sur l'inflation diminuée d'un point» ou le gel des mesures générales d'augmentation des salaires dans la fonction publique.

Pour «restaurer la confiance des entrepreneurs», ils réclament une TVA sociale élargie à la CSG et à la fiscalité écologique, un «moratoire de 5 ans sur les règles sociales et fiscales des entreprises» ou un investissement «massif» dans la qualification des salariés.

BPCE, GDF Suez et d'autres signataires

La refondation du pacte social, troisième volet de ce «manifeste» publié sur le site internet de l'Institut de l'entreprise, «think tank» proche du patronat, viserait à faire du dialogue social un «levier de compétitivité». Cette refondation passerait selon eux par l'inscription de l'autonomie des partenaires sociaux dans la Constitution, une négociation annuelle sur la flexibilité ou l'assouplissement des conditions d'exécution du contrat de travail en période de crise.

Pour Xavier Huillard, président de l'Institut de l'entreprise et PDG de Vinci, «bien-être, bien vivre, emplois, protection et cohésion sociales sont plus que jamais indissociables de la performance» des entreprises. C'est «l'enjeu du prochain mandat présidentiel», assure-t-il.

Parmi les signataires figurent d'autres grands noms du patronat et du CAC40 parmi lesquels François Pérol (BPCE), Denis Kessler (Scor), Philippe Houze (Galeries Lafayette) et Gérard Mestrallet (GDF Suez).

● [Manifeste de l'Institut de l'entreprise. \(21.04.12\)](#)

Un article de l'AFP du 24 avril 2012

1er mai: les syndicats dénoncent une "provocation" de Sarkozy et appellent à la mobilisation. (25.04)

L'annonce par Nicolas Sarkozy d'un "grand rassemblement" au Champ-de-Mars le 1er mai pour fêter le "vrai travail" a suscité l'ire des syndicats qui y voient une "provocation" et comptent riposter en étoffant leurs cortèges à cinq jours du second tour de la présidentielle.

La CGT a dénoncé mardi "une provocation du président de la République" qui "vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du +vrai travail+".

Pour elle, "cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales".

La CGT a qualifié mardi de «provocation» l'annonce par le président-candidat Nicolas Sarkozy d'un rassemblement autour du «vrai travail» le 1er mai, l'accusant de vouloir «détourner et récupérer» cette journée, cinq jours avant le second tour de la présidentielle.

«La CGT dénonce la provocation du président de la République qui vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du vrai travail», affirme la commission exécutive de la centrale, dans un communiqué.

«Cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales», ajoute la CGT. La centrale de Montreuil «appelle, dans ce contexte, l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi à relever le défi qui est lancé en participant massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1er mai». Il s'agit, selon la CGT, de «conforter la place que les réponses aux revendications sociales doivent prendre dans les politiques à venir».

La mobilisation vise aussi à «réaffirmer que la lutte pour le progrès social appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances» et à «exiger que le progrès social soit placé au coeur des politiques européennes», souligne le communiqué.

La veille, la CFDT avait également jugé "inquiétant d'entendre des responsables politiques s'auto-désigner uniques représentants des travailleurs en voulant détourner l'objet du 1er mai".

Annick Coupé déléguée générale de Solidaires n'y va pas par quatre chemins pour en expliquer le sens: "Il s'agit clairement d'une entreprise de drague des voix du Front national pour le 2e tour de la présidentielle dans lequel Nicolas Sarkozy est en difficulté", affirme-t-elle à l'AFP.

"Il veut opposer ceux qui travaillent aux +assistés+: c'est la rhétorique du Front national", argue la numéro un de Solidaires. "Mais on refuse de laisser dénaturer le 1er mai par Sarkozy et par Marine Le Pen", ajoute-t-elle.

Dans le camp de Nicolas Sarkozy, on persiste: "Ni la gauche, ni l'extrême gauche ne nous imposeront un couvre-feu pour nous empêcher de nous mobiliser pour la +valeur travail+ le 1er mai", a lancé le ministre du Travail Xavier Bertrand.

"Mais le 1er mai appartient au monde du travail, aux salariés et aux organisations sociales", relève auprès de l'AFP Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT. Elle trouve "choquant" qu'"un président en mauvaise posture électorale vienne nous parler du travail, alors qu'il l'a ignoré pendant cinq ans".

"Le 1er mai c'est la Fête des travailleurs et pas la fête du travail qui est une notion pétainiste", renchérit Mme Coupé.

Un fait historique que rappelle aussi Jean-Claude Mailly leader de Force ouvrière: "Le 1er mai, ce n'est pas la fête du travail, c'est Pétain qui a inventé ça, le 1er mai c'est une journée internationale de solidarité et de revendications", souligne-t-il en dénonçant une "récupération politique".

Pour contrecarrer l'initiative de Nicolas Sarkozy, la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'Unsa, qui appellent ensemble à des mobilisations unitaires dans tout le pays le 1er mai, demandent aux salariés de "*relever le défi*" en "*participant massivement*" aux manifestations.

A Paris, la marche est prévue entre la Place Denfert-Rochereau et la Bastille.

La capitale sera ce jour-là bien encombrée pour un 1er mai qui s'annonce particulièrement politisé: outre le rassemblement UMP autour de Nicolas Sarkozy au Champ-de-Mars, les partisans de Marine Le Pen se retrouveront pour leur défilé traditionnel honorant Jeanne d'Arc, occasion pour leur championne d'annoncer sa position pour le second tour. A gauche, Jean-Luc Mélenchon appelle à un "*1er mai stupéfiant d'unité et de puissance*" derrière les syndicats.

Malgré leurs divergences - la CGT appelle clairement à "*battre*" Nicolas Sarkozy le 6 mai tandis que la CFDT reste non partisane- les deux grands syndicats entendent contenir la journée dans le cadre des revendications sociales.

La CFDT "*souhaite que les partis politiques respectent l'autonomie des organisations syndicales*" et qu'il "*n'y ait aucune confusion*", souligne auprès de l'AFP Marcel Grignard, dirigeant cégétiste. "*Il n'y pas de volonté des syndicats de politiser le 1er mai*", assure Mme Prigent.

Le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, interrogé sur la volonté de Nicolas Sarkozy d'organiser une fête du "*vrai travail*" le 1er mai, a qualifié cette initiative de "marketing politique" et dénoncé une "récupération" de la part des deux candidats.

"*On est en plein marketing politique du côté des deux candidats et des partis politiques*", a déclaré M. Mailly sur France Info.

"*Le 1er mai, ce n'est pas la fête du travail, c'est Pétain qui a inventé ça, le 1er mai c'est une journée internationale de solidarité et de revendications en France et dans tous les pays du monde*", a souligné le responsable de Force ouvrière.

"*On est dans la récupération politique: certains disent +il faut aller derrière certaines organisations qui manifestent+, les autres faisant leur propre rassemblement*", a-t-il poursuivi.

"*Globalement, c'est un aveu de faiblesse des responsables politiques*", a jugé Jean-Claude Mailly en les appelant à "*rester sur les débats qu'attendent les citoyens*".

"*Plutôt que de faire du marketing politique ou du storytelling comme on dit maintenant, ils feraient bien de répondre aux vrais problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, de mondialisation*", a avancé le responsable syndical.

"*Dans une démocratie, les syndicats ont un rôle différent des partis*" et "*taper sur les corps intermédiaires ou les organisations syndicales, c'est un problème démocratique*", a-t-il affirmé.

Pour le leader de FO, "*on ne peut pas dire à la fois +nous allons discuter et négocier avec vous+ et laisser entendre +si vous n'êtes pas d'accord, on fera un référendum pour vous court-circuiter*".

Jean-Claude Mailly a rappelé que Force ouvrière organiserait, comme c'est généralement le cas, ses propres rassemblements le 1er mai, sans se joindre aux autres syndicats.

Un article de Reuters du 24 avril

Le coût du travail augmente moins en Allemagne qu'ailleurs en UE. (25.04)

Les coûts du travail ont progressé en Allemagne au rythme le plus faible de toute l'Union européenne au cours des dix dernières années, a annoncé mardi l'Office fédéral de la statistique, soulignant l'effet positif de la modération des salaires.

Le coût d'une heure de travail dans le secteur privé a progressé de 19,4% entre 2001 et 2011 en Allemagne, soit moitié moins qu'en France, où ce coût a bondi de 39,2% sur la même période, bien au-delà de la moyenne européenne à 36,1%.

La croissance modérée des salaires, qui partaient d'une base élevée, a aidé l'Allemagne à se maintenir parmi les premières économies exportatrices au monde et à rester compétitive.

"La croissance modérée des salaires ces dernières années a rendu possible une évolution positive (...). Beaucoup de nouveaux emplois ont été créés et les emplois existants ont été protégés, ce qui soutient la consommation", a déclaré le directeur de la Chambre du commerce, Martin Wansleben.

En 2011, les employeurs allemands ont versé en moyenne 30,10 euros pour chaque heure complète de travail dans le secteur privé, bien au-dessus de la moyenne de l'Union européenne à 22,80 euros.

La Belgique affiche le coût du travail le plus élevé de la région à 39,30 euros par heure tandis que la Bulgarie possède le plus faible, à 3,50 euros.

Un article de l'expansion.com et Reuters du 25 avril 2012

Coût du travail: les chiffres qui relancent le débat en France. (26.04)

La hausse du coût du travail, en elle-même, n'est pas problématique. Mais elle n'est pas compensée, comme en Allemagne, par une montée en gamme, une bonne spécialisation et une externalisation de la production.

La question du coût du travail en France est à nouveau posée par Eurostat. Dans une étude publiée mardi, l'Institut européen de statistiques place l'hexagone parmi les pays les plus chers du Vieux continent. Une heure de travail en France en 2011 - tous secteurs confondus- coûte 34,20 euros charges sociales comprises, contre 20,1 euros au Royaume-Uni, 10,1 euros au Portugal ou encore 7,6 euros en Hongrie. Autre tendance confirmée, l'écart avec l'Allemagne se creuse. En 2008, l'heure de travail en France coûtait 3,4 euros de plus qu'en Allemagne. Désormais, cet écart est de 4,1 euros puisque l'heure de travail coûte 30,1 euros outre Rhin. Faut-il voir dans ces chiffres un effritement de la compétitivité française?

Ce n'est pas si simple. La notion de coût du travail est très variable selon les définitions statistiques utilisées. Plusieurs instituts le mesurent : l'Insee, Eurostat, l'OCDE et même le BLS, le bureau du travail américain. Et à chaque fois, les résultats diffèrent. Pour l'Insee, par exemple, la France et l'Allemagne étaient à égalité en 2008 en matière de coût du travail (à 21 centimes d'euros près). Pour Eurostat, en revanche, l'écart était de plus de 3 euros à la même période.

Le BLS, lui aussi, a ses propres estimations. Selon ses calculs, le coût du travail dans l'industrie - le secteur qui subit de plein fouet la concurrence internationale - n'a augmenté que de 2,4% en France depuis 2002. Une hausse plutôt faible.

Enfin, pour l'OCDE, le coût du travail des Français évolue en phase avec celui de l'ensemble des pays industrialisés. Et ces dernières années, il progresse moins vite qu'au Royaume Uni, qu'en l'Italie, qu'en Espagne, qu'au Canada ou qu'en République tchèque.

Il est difficile, au final, d'interpréter les chiffres sur le coût du travail. Cependant, même si les statistiques manquent parfois de clarté, la France a bien un problème de compétitivité, comme le montre l'ampleur de son déficit extérieur. Et il y a bien vis-à-vis de l'Allemagne, un écart de performance considérable.

En effet, contrairement l'Allemagne - qui subit elle aussi une pression à la hausse sur les rémunérations - la France n'a pas compensé son coût du travail élevé par une montée en gamme ou par une hausse suffisante de la productivité, notent les économistes. Résultat : nous sommes beaucoup plus gênés que l'Allemagne par le niveau élevé du coût du travail. Angela Merkel ne s'en cache pas : grâce à la qualité de ses produits, mais aussi à sa spécialisation dans certaines niches indispensables à l'industrie mondiale (découpe au laser, pompes à béton...), l'Allemagne peut supporter un niveau élevé des salaires et de l'euro, explique-t-elle régulièrement. Mais ce qu'elle oublie de dire, c'est que l'Allemagne externalise aussi une bonne partie de sa production dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui lui donne un avantage de compétitivité considérable.

En fait, le coût du travail pertinent pour l'Allemagne n'est pas celui calculé par l'OCDE ou Eurostat mais une moyenne des coûts allemands et des coûts pratiqués en Europe de l'Est, confirment les experts de Natixis. Si on recalcule les coûts de production en intégrant le facteur externalisation, l'Allemagne gagne au moins 20% de compétitivité. Elle devient alors plus compétitive que l'Espagne!

Un article de l'AFP du 25 avril 2012

La police de Catalogne appelle à la délation, la secrétaire locale de la CGT emprisonnée. (26.04)

(Titre de l'AFP : *Catalogne: la police lance un site web pour dénoncer les auteurs de violences urbaines.*)

La police de Catalogne a lancé mercredi un site web montrant les photos de 68 personnes soupçonnées d'avoir participé fin mars à des violences urbaines à Barcelone, et demandant aux citoyens de l'aider à les identifier.

Des violences avaient éclaté le 29 mars à Barcelone, en marge d'une manifestation syndicale organisée le jour d'une grève générale en Espagne contre la réforme du travail. Des groupes de jeunes avaient affronté la police qui les avait dispersés en faisant usage de balles en caoutchouc.

En réponse à ces violences, les Mossos d'Esquadra, la police régionale, a lancé ce site baptisé "*Collaboration citoyenne contre la violence urbaine*", accompagné de photos de 68 personnes clairement reconnaissables.

La police "*demande la collaboration des citoyens pour qu'ils apportent les informations qui permettront l'identification des personnes*" responsables présumées "d'actes délictueux ou de vandalisme", indique le texte qui accompagne ces photos.

La police, qui présente cette page comme un "*outil de prévention*", assure "*garantir l'entière confidentialité*" sur l'identité des personnes qui fourniront des informations.

Des violences ont éclaté à plusieurs reprises depuis l'an dernier à Barcelone, où des groupes anti-système sont très actifs, en marge de manifestations contre la politique d'austérité du gouvernement espagnol et les coupes budgétaires décidées par le gouvernement régional.

Mercredi, la secrétaire locale de la CGT, un syndicat anarcho-syndicaliste minoritaire, a été arrêtée à Barcelone et placée en détention provisoire, dans le cadre de l'enquête sur les violences du 29 mars.

Le syndicat a immédiatement protesté, en réclamant dans un communiqué la "*libération immédiate*" de sa responsable, dénonçant des "*pressions politiques*" destinées à dissuader de futures manifestations.

En prévision d'une réunion le 3 mai de la Banque centrale européenne (BCE) dans la capitale catalane, l'Espagne a décidé de rétablir les contrôles à sa frontière avec la France et dans certains aéroports, pour éviter l'entrée de groupes violents.

"*Les forces de sécurité ont détecté la possibilité que des organisations anti-système arrivent pour cette réunion*", avait indiqué une responsable du ministère de l'Intérieur, précisant qu'elles "*pourraient venir de Grèce ou d'Italie*".

Environ 2.000 agents de police et de la Garde civile pourraient venir renforcer les effectifs de la police catalane, selon le ministère espagnol de l'Intérieur.

En tout, les médias espagnols estiment qu'environ 6.000 agents seront déployés dans la région à cette occasion.

Un article de l'expansion.com et Reuters du 25 avril 2012

Du 6 février 1934 au 25 avril 2012. (26.04)

(Titre de l'AFP : *Coup de sang des policiers contre la mise en examen d'un collègue pour homicide*)

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté mercredi soir de façon spontanée et spectaculaire à Bobigny puis sur les Champs-Élysées à Paris contre la mise en examen pour homicide volontaire d'un de leurs collègues poursuivi pour avoir tué un homme recherché.

La version de la légitime défense invoquée par le fonctionnaire de 33 ans, qui a été placé sous contrôle judiciaire, avec notamment l'interdiction d'exercer, a été mise à mal par l'autopsie et un témoignage, selon lesquels la victime a été tuée d'une balle dans le dos.

L'affaire remonte à samedi soir: des policiers de Noisy-le-Sec sont prévenus par un appel anonyme qu'un homme recherché pour des vols à main armée se trouve dans le centre-ville, selon le parquet de Bobigny.

Quatre policiers partent à la recherche de cet homme de 28 ans, visé par un mandat d'arrêt et qui n'avait pas regagné la prison de Châteaudun (Eure-et-Loir) après une permission de sortie en juin 2010. Son casier judiciaire portait mention de "*onze condamnations, notamment criminelles pour des faits de vols avec arme*".

Trois des policiers sont à pied, un quatrième en voiture. Ce dernier a affirmé aux enquêteurs s'être retrouvé face au fuyard, qui "*l'aurait alors visé en tendant son bras armé vers lui*". Le policier a tiré à quatre reprises contre le jeune homme, décédé peu après.

Mais l'autopsie et un témoignage vont à l'encontre de la version de la légitime défense. "*Les conclusions de l'autopsie établissent que (la victime) a été mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontal dans son dos*", écrit le parquet, qui souligne "la contradiction" avec les déclarations du policier.

Un témoin qui était en voiture a relaté "*avoir assisté à une scène de course poursuite (...) au cours de laquelle un homme faisait feu en direction d'un fuyard*", rapporte le parquet.

Et si l'homme en fuite était armé d'un revolver approvisionné, il n'en a pas fait usage. La grenade qu'il a lancée "*s'est révélée a posteriori inoffensive*", indique le parquet.

Le parquet avait ouvert une information judiciaire pour "*violences volontaires avec arme par une personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner*". En mettant l'agent en examen pour "*homicide volontaire*", le juge d'instruction a donc été plus loin dans les éléments retenus contre le policier.

Plusieurs centaines de policiers se sont réunis mercredi soir devant la Direction territoriale de la sécurité de proximité (DTSP) à Bobigny pour exprimer leur "*colère*" après cette mise en examen.

"*Les policiers sont très remontés*", a déclaré Nicolas Comte, secrétaire général du syndicat SGP-FO Unité. "*Nous ne nions pas le fait que la justice doit faire son travail. Mais la qualification d'homicide volontaire retenue par la juge est incompréhensible, tout comme l'interdiction d'exercer la profession de policier, qui va le priver de son salaire*", a-t-il ajouté.

Un peu plus tard, il a reconnu implicitement avoir été débordé "*par la base*" qui "*a manifesté un gros ras-le-bol des conditions de travail en Seine-Saint-Denis*".

Déterminés à se rendre devant le ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, les manifestants ont été cantonnés par des barrages de police sur les Champs-Élysées, où un cortège d'une centaine de véhicules banalisés ou siglés "*police*" a fait irruption toutes sirènes hurlantes en milieu de soirée, selon un journaliste de l'AFP.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé qu'au plus fort le cortège comprenait une cinquantaine de voitures.

Une délégation des trois syndicats de gardiens de la paix devait être reçue dans la soirée au ministère de l'Intérieur.

Commentaire.

C'est très grave ce qui s'est passé hier. La flicaille ragaillardit par les quelques 46% de Sarkozy et Le Pen, elle estime apparemment qu'elle peut agir en toute impunité...

J'ai lu dans un article de *Libération* que la semaine dernière des policiers qui avaient participé à l'assassinat de M. Merah s'étaient vus remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur par le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant. L'AFP précisant : "*aucun des six policiers décorés n'avait atteint les vingt ans de service pour pouvoir être nommés chevaliers de la Légion d'honneur et ils l'ont donc été à «titre exceptionnel»*".

Un article de l'AFP du 26 avril 2012

Un jeune sur deux au chômage lors des trois premières années de vie active. (27.04)

Un jeune sur deux (52%) a été au moins une fois au chômage au cours de ses trois premières années de vie active et un tiers l'a été six mois ou plus, selon une enquête du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (Cereq) publiée cette semaine.

Pour cette enquête "Génération" trisannuelle, le Cereq a interrogé au printemps 2010 un échantillon représentatif de 25.000 jeunes sortis du système éducatif en 2007. Après de premiers résultats divulgués en 2011, il approfondit une série de thématiques.

Parmi les 739.000 jeunes sortis de formation initiale en 2007, une majorité (62%) a commencé sa vie active par une période de chômage.

Au bout de trois ans, la trajectoire dominante parmi huit "*trajectoires types*" identifiées est celle d'un accès rapide et durable à l'emploi (58%). Au bout de six mois, 80% des jeunes ont au moins une fois décroché un emploi (même très temporaire).

L'analyse des trajectoires montre cependant que 12% ont connu un accès "*différé*", 10% sont en "*décrochage*" et 9% connaissent un chômage persistant ou récurrent. Ainsi, parmi ceux ayant connu un chômage précoce, 20% n'ont jamais réussi à décrocher un poste dans les trois ans.

La durée de l'épisode de chômage dépend du niveau de diplôme: pour 56% des non-diplômés (18% de la génération) elle a été de plus d'un an, pour 27% des diplômés du secondaire et 9% des diplômés du supérieur (42% de l'échantillon).

Les non-diplômés ont de plus de plus de mal à trouver une place sur le marché du travail. Quand 72% des jeunes en général travaillent au bout de trois ans, ils ne sont que 48% en emploi en 2010 contre 59% en 2001 et leur taux de chômage atteint 41% (30% en 2001).

"*L'emploi précaire est devenu la norme pour les premiers emplois occupés*", souligne également le Cereq, avec 31% des premières embauches réalisées sur des emplois à durée indéterminée.

Même pour les diplômés du supérieur, le CDI n'est plus garanti. Seuls les sortants d'écoles d'ingénieurs restent très majoritairement (75%) recrutés d'emblée en CDI. La proportion tombe à 52% pour les écoles de commerce.

L'emploi précaire perdure pour un nombre significatif de jeunes. Au bout de trois ans, un tiers sont intérimaires, vacataires, en contrat aidé ou en CDD. Et la proportion employée à temps partiel ne baisse pas (18%).

Cette enquête, qui permet d'évaluer l'impact de la crise de 2008 sur l'emploi des jeunes, met aussi en évidence "*des phénomènes structurels*", comme le fait qu'une majorité de jeunes se stabilise dans un emploi qui ne correspond pas à sa formation.

De fait, "*chercher à ajuster de plus en plus précisément les contenus des formations à leurs débouchés supposés est en partie vain*", estime le Cereq.

Elle montre aussi que la précarité des premiers emplois "*agit comme un frein à l'autonomie résidentielle*": trois ans après, 55% des jeunes hommes et 36% des jeunes femmes habitent toujours chez leurs parents.

Depuis 1992, ce centre d'études, qui dépend des ministères de l'Emploi et de l'Education, réalise tous les trois ans ce type d'enquête, en interrogeant une même tranche d'âge après trois, cinq, sept, puis dix ans de vie active.

Un article de lexpansion.com du 27 avril

L'industrie allemande en grève pour réclamer une hausse des salaires. (28.04)

Voilà près de dix ans que les salariés allemands se serrent la ceinture, notamment dans l'industrie. Et bien c'est désormais fini. Ils sont désormais bien décidés à profiter de la croissance robuste du pays. Quitte à faire grève. Le puissant syndicat allemand IG Metall a ainsi annoncé vendredi une vague de débrayages à partir de samedi minuit (22H00 GMT) dans l'industrie à travers tout le pays, pour obtenir les hausses de salaire réclamées.

"Les salariés de différentes entreprises vont se mettre en grève pour protester contre les offres insuffisantes du patronat", a annoncé IG Metall dans un communiqué. Les premiers débrayages prévus toucheront notamment de grands groupes, comme MAN à Augsburg (sud), Siemens via sa filiale Osram à Berlin, ThyssenKrupp à Andernach (ouest), Continental à Gifhorn (nord) ou encore Bosch à Salzgitter (nord).

IG Metall et le patronat en sont au troisième round de négociations à propos de la convention collective de l'énorme secteur de la métallurgie, qui comprend les machines-outils, la mécanique, l'automobile, l'électroménager ou encore les semi-conducteurs et emploie plus de 3,5 millions de salariés dans le pays. Le syndicat a rejeté mi-avril une proposition patronale d'une hausse des salaires de 3% sur 14 mois, alors qu'il réclame 6,5%.

Ces négociations salariales, menées en parallèle dans plusieurs Länder, sont un temps fort de l'actualité sociale allemande et ont valeur de test pour nombre d'autres secteurs de l'économie allemande. Début avril, au terme de plusieurs semaines de négociations ponctuées de grèves dans tout le pays, les deux millions de salariés de la fonction publique allemande avaient obtenu des hausses de salaires de 6,3% sur deux ans. L'accord avait été critiqué par les employeurs du secteur de la métallurgie qui y voient un mauvais exemple pour leurs propres négociations.

L'Allemagne a connu entre 2001 et 2011 la plus faible progression des salaires de toute l'UE, avec une hausse de 19,4% alors que le coût du travail horaire en France a grimpé de 39,2%, plus du double, sur la même période, selon une étude publiée cette semaine par l'institut allemand des statistiques Destatis.

La modération salariale allemande est un des facteurs clés de la compétitivité du pays, et notamment de son industrie. Le revers de la médaille, souvent pointé du doigt par les syndicats, sont des salaires faibles, en l'absence de salaire minimum généralisé, et une précarisation croissante, avec un recours accru dans certains secteurs de l'industrie au travail temporaire et intérimaire. (Lexpansion.com 27.04)

Un article de l'AFP du 28 avril 2012

Karachi: Balladur et Bazire mis en cause par l'ex-trésorier de campagne. (29.04)

L'ex-trésorier de campagne d'Edouard Balladur pour la présidentielle de 1995 a accusé l'ancien Premier ministre et son ex-directeur de campagne Nicolas Bazire d'avoir ordonné le dépôt en banque de 7 millions de francs en espèces et d'en avoir caché l'origine, dans le dossier Karachi.

Chargés du volet financier de l'affaire, les juges Roger Le Loire et Renaud van Ruymbeke s'interrogent sur un éventuel détournement de commissions sur des contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite (Sawari II) et le Pakistan (Agosta) au profit de la campagne d'Edouard Balladur. Ils recherchent notamment l'origine des 10,2 millions de francs déposés le 26 avril à la banque, trois jours après la défaite du candidat.

Ce jour là, *"j'ai procédé au dépôt d'environ 3 millions de francs"* sur le compte de campagne, a dit l'ex-trésorier René Galy-Dejean, ancien député-maire UMP du XVème arrondissement de Paris, lors d'une confrontation avec Nicolas Bazire, selon le PV d'audition consulté par l'AFP.

"Je n'ai pas déposé les 7 millions (...) Cela a été déposé à mon insu". "Je pense qu'on a demandé à Mme (Evelyne) Raulhac", chargée de la cellule trésorerie et ex-collaboratrice de Pierre Mongin, chef de cabinet de M. Balladur à Matignon, a-t-il dit.

Cette dernière a dit aux juges qu'elle s'était contentée d'accompagner M. Galy-Dejean, et ne sait rien du montant déposé.

"Il n'y avait que deux personnes qui pouvaient le lui demander, M. Balladur ou M. Bazire", a déclaré l'ex-trésorier, en précisant qu'il aurait *"refusé de faire ce dépôt"* et de *"croire que cela venait des recettes des meetings"*.

Interrogé à son tour pour savoir s'il avait déposé ou fait déposer cette somme, M. Bazire a répondu *"catégoriquement non"* aux deux questions.

Pour M. Galy-Dejean, le dépôt total des espèces, 15 millions de francs officiellement, a obéi à *"un double circuit"*, plusieurs personnes étant venues selon lui faire des dépôts dans deux établissements parisiens de la même banque.

"Avec le recul, je comprends pourquoi j'ai été écarté de la signature des comptes, du dépôt au Conseil constitutionnel et de l'audition par les rapporteurs du Conseil constitutionnel", a poursuivi M. Galy-Dejean.

"Dois-je comprendre que vous avez été écarté par M. Balladur et par M. Bazire pour masquer l'origine de ces 7 millions?", l'interroge M. van Ruymbeke.

"Effectivement, j'aurais dit la même chose qu'aujourd'hui", répond l'ex-trésorier.

En fin de campagne, Francis Lamy, conseiller juridique de M. Balladur, avait été chargé de présenter les comptes à la place du trésorier. Il avait affirmé que les recettes en espèces provenaient de la vente de t-shirts, de gadgets et de quêtes.

L'explication avait peu convaincu les rapporteurs du Conseil qui s'étaient étonnés du versement de *"77% des recettes"* en espèces *"en une seule fois et sans justificatif"*.

"C'est M. Bazire qui m'a donné ces explications", avait dit M. Lamy. Lors d'une confrontation avec M. Bazire, le 2 février, M. Lamy est revenu sur ses déclarations n'ayant *"plus de souvenir précis"* sur ce sujet.

Pierre Mongin a toujours écarté l'hypothèse évoquée par certains témoins, d'un recours aux fonds secrets de Matignon pour financer la campagne.

Devant les juges, M. Bazire a rappelé, qu'à l'époque, les dons anonymes étaient encore légaux et qu'il était "*tout à fait possible*" que "*certaines chefs d'entreprise*" y aient eu recours pour soutenir "*à titre personnel*" M. Balladur, contournant le plafond légal fixé à 1.000 francs par personne.

En 1995, les rapporteurs du Conseil constitutionnel s'étaient également interrogés sur de nombreuses dépenses faites au profit de M. Balladur et non comptabilisées sur ses comptes de campagne. Ils avaient préconisé leur rejet mais les Sages de la rue Montpensier avaient choisi de les valider.